

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Le président Tebboune reçoit une délégation du Comité d'experts

P. 24

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

L'Algérie adopte des choix économiques "politiquement courageux" (expert)

P. 3

ANCIENNE AVOCATE DU FLN

Gisèle Halimi s'est éteinte, hier à Paris, à 93 ans

P. 24

PANDEMIE DE COVID-19

Une inquiétante recrudescence

Les rapports d'observateurs relèvent un net regain de l'activité du virus Covid-19, un peu partout dans le monde, et particulièrement dans les régions où le déconfinement a été précipité, et, également, là où les règles de distanciation et de protection ne sont pas observées. L'Algérie n'est pas à l'abri de cette tendance à la hausse des cas de contamination : « Une recrudescence des cas de contamination enregistrée durant le mois de juillet en cours fait d'Oran une des wilayas les plus touchées après Alger, Sétif et Blida, avec une augmentation de 150% par rapport aux mois de mars, avril, mai et juin cumulés », a indiqué à l'APS, un responsable de la santé de la wilaya d'Oran.

P.p 10-11
DKnews



PANDÉMIE-ENTREPRISES

Nécessité d'une exécution rapide des directives du gouvernement (CAPC)

P. 4

ÀÏD EL ADHA

Appel à une consommation responsable de l'eau (ministère)

P. 4

ENTREPRISES - COVID-19

Les banques appelées à procéder à une évaluation des préjudices subis

P. 6

SANTÉ

ASTHME DE L'ENFANT

Le tabagisme du père impliqué

P.p 12-13

F ⚽ ⚽ T BALL

ALGÉRIE
Le sort de la saison 2019-2020 connu aujourd'hui

P. 21



LIVRE-PARUTION

Karim Younes présente ses derniers ouvrages à Alger

P. 16

ACCIDENTS DE LA ROUTE

27 décès et 1.231 blessés en une semaine

P. 24

POLICE - INCIDENT**Le Chef de la 8^{ème} sûreté urbaine de la Sûreté de wilaya de Béjaïa met fin à ses jours**

Un fonctionnaire de Police de grade de commissaire Principal, Chef de la 8^{ème} Sûreté Urbaine de la Sûreté de Wilaya de Béjaïa a mis fin à ses jours à l'aide de son arme de dotation, pour des raisons "non encore déterminées", a indiqué lundi la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

"Ce jour le 27 juillet 2020 à 12h30, un fonctionnaire de Police de grade de commissaire Principal, Chef de la 8^{ème} Sûreté Urbaine de la Sûreté de Wilaya de Béjaïa, a mis fin à ses jours en son bureau à l'aide de son arme de dotation, pour des raisons non encore déterminées, que l'enquête prise en charge par le parquet de céans élucidera", a précisé la DGSN.

"Tout fait nouveau se rapportant à ce drame, qui endeuille la famille du défunt ainsi que toute la famille policière, fera l'objet de communication par l'autorité compétente", a ajouté la même source.

**FISCALITÉ - ENTREPRISES
Impôt : gel du paiement des charges financières pour les opérateurs économiques**

Le ministère des Finances a décidé de geler le paiement des charges financières des opérateurs économiques touchés par les retombées de la crise sanitaire, a indiqué lundi le ministère dans un communiqué.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République données lors du Conseil des Ministres du 26 Juillet 2020 visant à alléger la charge fiscale incombant aux opérateurs économiques touchés par les retombées de la crise sanitaire et à veiller à la relance et à la préservation de leurs activités, il est porté à la connaissance des contribuables la décision de geler le paiement des charges financières", fait savoir la même source.

Conséquemment, les opérateurs économiques bénéficient de la suspension de l'application de toutes pénalités, amendes et majorations encourues en cas d'éventuels retards dans l'accomplissement des obligations fiscales, durant la période de confinement, souligne le communiqué.

Ainsi, toutes pénalités, amendes ou majorations constatées par l'administration fiscale sera annulée par voie de remise gracieuse.

Par ailleurs, les opérateurs économiques dont l'activité demeure affectée par la situation sanitaire actuelle, en raison des restrictions édictées pour l'exercice de leur activité, disposent de l'avantage de solliciter un échéancier de paiement des impôts et taxes dus, en fonction de leurs capacités financières.

**ANNABA
Rapatriement de 205 ressortissants algériens de Jordanie**

Pas moins de 205 ressortissants algériens sont arrivés la nuit de lundi à mardi à l'aéroport Rabah Bitat d'Annaba en provenance de la capitale jordanienne, Amman dans le cadre d'une opération de rapatriement des citoyens algériens bloqués à l'étranger à cause de la pandémie du Covid-19.

Un avion de la compagnie aérienne nationale Air Algérie a rapatrié les ressortissants algériens qui ont trouvé à leur accueil des responsables locaux et représentants des secteurs de la santé, du tourisme, de l'action sociale et de la solidarité.

Ces ressortissants venus de Jordanie seront placés en confinement sanitaire pendant 14 jours en application des mesures préventives aux hôtels Sidi Brahim et Sabri de la ville d'Annaba où toutes les conditions ont été réunies pour leur repos et suivi sanitaire, est-il indiqué.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (MAE), Abdelaziz Benali Cherif avait indiqué que l'opération de rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger, entamée le 20 juillet courant, a déjà permis, jusqu'à dimanche, à plus de 5 158 ressortissants dans 26 pays de rentrer en Algérie.

Cet te opération se poursuivra jusqu'au 30 du mois courant pour rapatrier, 5 165 citoyens bloqués et inscrits sur la plateforme numérique à travers 20 vols spéciaux.

**RAPATRIEMENT DES
RESSORTISSANTS ALGÉRIENS
Sétif: rapatriement de 300 personnes en provenance de Lyon**

Deux avions de la compagnie aérienne nationale "Air Algérie" ont atterri lundi après midi à l'aéroport 8 mai 1945 de Sétif en provenance de Lyon (France) avec à leur bord 300 ressortissants algériens qui étaient bloqués en France et en Suisse en raison de la suspension du trafic aérien dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie du Coronavirus.

Ces citoyens de retour au pays, ont été accueillis par le chef de l'exécutif local, Mohamed Belkateb et des représentants des directions concernées par leur prise en charge.

Dix (10) bus ont été mobilisés pour assurer le transport de ces ressortissants vers les 5 hôtels ouverts à cet effet, dans les villes de Sétif (150 personnes) et El Eulma (150 personnes), où ils vont passer la période du confinement sanitaire de 14 jours, conformément aux mesures préventives recommandées, a-t-on précisé.

Approchés par l'APS, des citoyens ont fait part de leur soulagement de revenir parmi les leurs.

**SÛRETÉ DE LA WILAYA D'ALGER
Plus de 12.000 comprimés psychotropes saisis à Ain Naâdja**

Les services de la wilaya d'Alger ont saisi plus de 12.000 comprimés psychotropes et un montant de 181 millions de centimes, et ce après avoir mis un terme à une tentative d'écoulement de ces substances illicites dans la région d'Ain Naâdja, a indiqué lundi un communiqué de cette instance sécuritaire.

L'affaire a été traitée par la brigade de la circonscription centre de la police judiciaire suite à une information faisant état de l'existence d'une cargaison destinée à la distribution et au trafic dans la banlieue.

Après s'être assuré de l'information ainsi que de l'identité du suspect, les éléments de police ont pris en filature, le suspect au niveau du marché populaire d'Ain Naâdja, qui a été intercepté après une vaine tentative de fuite.

Les éléments de police ont procédé, par la suite, à une fouille minutieuse du véhicule, se soldant par la saisie de 12.360 comprimés psychotropes soigneusement dissimulés, et un montant de 181 millions de centimes et de deux (02) téléphones portables, lit-t-on dans le communiqué. Après le parachèvement des procédures légales en vigueur, le mis en cause a été présenté devant les juridictions compétentes, conclut la même source.

**LUTTE CONTRE LA DROGUE
Tlemcen: saisie de 5 kgs de kif traité à Bab El Assa**

Les éléments de la sûreté de daïra frontalière de Bab El Assa ont saisi une quantité de kif traité estimée à 5 kg, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tlemcen.

La même source qui n'a pas indiqué le nombre de personnes arrêtées ni les conditions ayant mené à cette saisie, a souligné qu'une procédure judiciaire a été entamée en collaboration avec le tribunal de Bab EL Assa au sujet de cette affaire.

Par ailleurs, les éléments de police de la daïra de Henaya ont effectué une opération de contrôle des points noirs de cette ville et arrêté cinq (5) personnes.

L'opération a été sanctionnée par la saisie de 14 comprimés psychotropes et cinq (5) plaquettes de kif traité de 700 grammes, une somme d'argent et des armes blanches, selon la même source.

**CRIMINALITÉ
El Tarf : arrestation de quatre faux monnayeurs**

La brigade économique et financière relevant du service de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf a appréhendé quatre (04) individus impliqués dans une affaire de faux billets en monnaie nationale, a-t-on appris lundi du chargé de la communication de ce corps de sécurité le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

Agissant sur la base d'informations faisant état d'une bande criminelle de faux-monnayeurs, originaires des wilayas de Sétif, Souk-Ahras et d'El Tarf qui tentait d'écouler des faux billets dans les marchés à bestiaux dans l'Est du pays, une enquête a été ouverte et s'est soldée par l'identification des membres présumés de cette bande, a ajouté le commissaire principal Labidi.

Des points de contrôle ont été dressés à travers différentes localités, ce qui a permis d'intercepter tôt le matin, aux environs de 04 heures, le véhicule à bord duquel se trouvaient les quatre individus ciblés avec en leur possession 110.000 DA dont 10.000 DA en coupure de 1000 dinars en faux-billets, a-t-il détaillé.

Poursuivis pour "association de malfaiteurs" et "trafic de la monnaie nationale", les quatre mis en cause, âgés entre 20 et 30 ans, ont été placés sous contrôle judiciaire par le magistrat instructeur près le tribunal d'El Tarf.

ECONOMIE-RÉFORMES

L'Algérie adopte des choix économiques" politiquement courageux" (expert)

L'expert international algérien en économie et ancien analyste boursier auprès de banques suédoises, Noureddine Leghelli et ancien analyste boursier auprès de banques suédoises, a estimé, lundi, que l'Algérie adopte des choix économiques "politiquement courageux", notamment face à cette conjoncture économique mondiale due aux répercussions de la pandémie du Covid-19.

S'exprimant à l'APS, l'expert a souligné que la crise sanitaire planétaire a produit un chaos économique, affectant l'ensemble des pays du monde, estimant que "l'Algérie est l'un des pays ayant recouru rapidement à des choix et réformes économiques courageux sur le plan politique pour faire face à cette grave situation". "En dépit du retard accusé dans le redressement économique du pays durant des décennies, l'Algérie vient d'adopter un nombre de mesures à saluer. Il s'agit d'abord de mettre en place une politique de rationalisation de la dépense publique permettant de sécuriser les réserves de change face aux obligations de l'état vis-à-vis du secteur socio-économique durement frappé par les répercussions de la crise sanitaire mondiale, la toute courageuse décision de se relancer dans l'investissement minier et éviter l'endettement extérieur". Il a souligné, à ce titre, que cette dynamique reflète une volonté politique réelle et courageuse et une vision d'une gestion effi-



L'expert international algérien en économie et ancien analyste boursier auprès de banques suédoises, Noureddine Leghelli

cace pour minimiser l'impact de la conjoncture économique engendrée par la pandémie, recommandant d'aller de l'avant et de lutter efficacement contre toutes les séquelles de la bureaucratie. "S'attaquer aux phénomènes sévissant depuis très longtemps dans le paysage économique national, n'est pas seulement une nécessité, mais une solution impérative en ces temps durs dictant l'obligation de mettre un terme à pléthore

de salariés dans les entreprises publiques, sans que cela ne conduise à un chômage massif et à la pauvreté", a-t-il déclaré.

"La direction d'une économie est une affaire de gestion de paramètres et d'indicateurs et l'Algérie semble être dans cette logique", a encore estimé l'expert international qui a largement contribué dans les analyses internationales sur les questions boursières et pétrolières. En ce qui concerne la

relance du domaine minier, l'expert trouve que le recours à ce créneau est "vital", vu le cycle baissier des marchés de la matière première en Algérie, notamment en métaux, relevant que cette "bonne initiative" devra consolider la rationalisation de la dépense de la devise en renonçant à l'importation, réduire des coûts de réalisation des infrastructures et stabiliser le marché national lorsque le cycle sera haussier.

Il s'est interrogé au passage comment se fait-il que l'Algérie qui recèle un fort potentiel dans le domaine minier accuse un tel retard depuis les années 1980. Noureddine Leghelli a relevé à cet égard, que l'Algérie est le pays le mieux placé économiquement dans la région maghrébine, une zone où ses voisins sont rongés par l'endettement extérieur rendant faibles toutes solutions possibles pour faire face aux répercussions de la crise sanitaire, nonobstant l'impact de la chute drastique des revenus du tourisme et la baisse des transferts de capitaux depuis l'étranger.

ECONOMIE-PANDÉMIE-ENTREPRISES

Nécessité d'une exécution rapide des directives du gouvernement en faveur des entreprises (CAPC)

Le président de la confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Samy Agli, a appelé lundi à une exécution rapide des directives du Gouvernement au niveau des banques et les administrations publiques en faveur des opérateurs économiques, notamment, en cette période de crise sanitaire où des entreprises risquent de disparaître.

"La volonté politique pour accompagner les opérateurs économiques et les entreprises existe en haut niveau, mais le temps perdu par l'administration pour appliquer les décisions peut coûter cher aux entreprises et par ricochet à l'économie nationale et la trésorerie publique", a indiqué M. Agli sur les ondes de la Radio nationale.

Le président de la CAPC (ex Forum des chefs d'entreprises-FCE) a, par conséquent, appelé les banques et les administrations publiques à "une exécution rapide" des directives du Gouvernement à leur niveau, estimant que "la bureaucratie entrave l'application des directives en faveur des entreprises au moment où certaines risquent même de disparaître en raison de la crise sanitaire".

Il a cité, dans ce sens, l'exemple du report du paiement des charges et impôt, sans pénalités de retard, décidé en faveur des entreprises pour une période de trois mois depuis avril, "alors que l'administration fiscale appelle déjà au paiement des différés du mois d'avril", appelant ainsi à une "extension de cette dérogation, car la trésorerie des entreprises, notamment les PME/TPE ne peut encore supporter ces charges".

M. Agli a également appelé les banques à accompagner naturellement les opérateurs économiques avec "des différés et des taux bonifiés" sans attendre "l'intervention des pouvoirs publics", car "la situation sanitaire et ses incidences économiques nécessite la mobilisation de tout le monde et la prise de décisions exceptionnelles dans la conjoncture actuelle".

A une question sur les instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, liées à l'établissement d'une évaluation "juste et réelle" des incidences de la pandémie du Covid-19 sur l'économie nationale, engagée par le Gouvernement, en coordination avec les partenaires sociaux et économiques, M. Agli a expliqué qu'une prise de conscience collective s'impose sur cette réalité "amère" et la situation économique "compliquée" en conséquence de la pandémie.

Il a, ainsi, salué les actions engagées par le président de la République et le Gouvernement, car, estime-t-il, "l'intérêt aujourd'hui est économique et aucun pays ne se développe sans une économie forte, donc, nous saluons cette volonté réelle des pouvoirs publics de porter secours à l'économie et prendre des décisions courageuses et urgentes qui s'adaptent avec la situation sanitaire". S'agissant de l'évaluation des incidences, le responsable estime que c'est "un préalable" qui doit être établi d'une manière "fiable", ajoutant qu'il est "très difficile" de se prononcer en terme de chiffres d'où la nécessité "du travail de concertation engagé par le Gouvernement avec les partenaires sociaux et économiques" afin de dresser un bilan de la situation. Il a, dans ce sens, rappelé que la situation

économique algérienne est similaire à celle du monde entier, à cause de la pandémie du Covid-19, mais particulière, car "nous enchaînons une seconde année difficile, après celle de 2019, quasiment en terme de croissance avec le maintien d'un minimum de l'activité économique, en raison de la situation politique du pays à l'époque".

A cet effet, il a tiré la sonnette d'alarme sur certains secteurs, comme le tourisme et le BTPH, affirmant qu'ils ont perdu jusqu'à 80% de leur chiffres d'affaires, une situation due à l'arrêt des projets pour le premier et la fermeture des frontières suite à la crise sanitaire pour le second. Dans ce sillage, il a insisté sur l'accompagnement de ces secteurs et d'autres pour "le maintien de l'activité économique pour un minimum de trésorerie et la préservation des postes d'emplois afin de maintenir le pouvoir d'achat qui est la locomotive de la croissance de l'économie nationale".

La reprise économique dépend de l'espoir de trouver un vaccin au Covid-19

S'agissant des perspectives, M. Agli a estimé "qu'il faudra dès maintenant penser à l'après crise, car, d'après les experts, un mois d'arrêt équivaut à six mois de travail après la reprise économique", ajoutant que celle-ci "dépend aussi de l'espoir de trouver un vaccin au Covid-19".

A propos de la capacité des entreprises algériennes à supporter les conséquences de la crise sanitaire, il a rappelé que "les entreprises tiennent déjà quatre (4) mois avec leur trésorerie, mais cette situation est insoutenable notamment par les PME/TPE".

Evoquant le fond de compensation, annoncé par le ministre des Finances en faveur des PME/TPE, M. Agli a salué cette initiative, précisant que ce fonds concerne une catégorie d'entreprises, tandis que "la situation nécessite un combat collectif où tout le monde doit y contribuer, Gouvernement, partenaires sociaux et acteurs économiques", car les grands employeurs ont besoin d'une reprise économique. En outre, M. Agli a appelé à profiter de la conjoncture actuelle et l'introduction de réformes économiques pour "sortir d'un modèle économique basé sur la rente pétrolière et les autorisations d'investissements qui génère des monopoles sur certains secteurs et aller vers un modèle économique fondé sur la coexistence loyale". Ces réformes doivent porter, selon lui, sur le rétablissement de la confiance entre l'administration et les opérateurs, la réforme du système bancaire et fiscal, la digitalisation, la pénalisation de la bureaucratie qui nuit à l'économie nationale, l'amélioration du climat des affaires pour attirer les IDE et le drainage de l'argent de l'informel vers les circuits bancaires. Cela, pour permettre au pays "d'être un acteur économique important" qui devient "une obligation" dans le sillage de la concurrence économique entre les pays, souligne M. Agli qui affirme que les opérateurs économiques sont alignés sur "beaucoup" de propositions qu'ils comptent remettre dans un seul document au Gouvernement lors de la prochaine tripartite.

ALGÉRIE-SOCIÉTÉ-ÉDIFICATION

La société civile appelée à jouer un rôle crucial dans l'édification de l'Algérie nouvelle

La société civile est appelée à jouer un rôle crucial et déterminant dans le projet d'édification de l'Algérie nouvelle prôné par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce rôle important, dévolu à la société civile, a été, à maintes fois, réitéré par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis son accession à la magistrature suprême du pays. Il n'a jamais cessé de rappeler, à l'occasion de ses sorties médiatiques, qu'il a été le candidat de la société civile.

Cela traduit une forte volonté politique pour le changement, avait affirmé le Président de la République, insistant, pour ce faire, sur "le soutien et l'adhésion des citoyens". Pour le chef de l'Etat, il est, ainsi, impératif que la société civile reprenne les choses en main à l'effet d'insuffler un dynamisme à la société, encourageant, par la même occasion, la création d'un grand nombre d'associations civiles qui "ouvriront dans l'intérêt général et bénéficieront de subventions".

Dans ce sens, M. Tebboune avait exhorté les différentes franges de la société civile à s'organiser dans le cadre d'associations qui activeront dans divers domaines, dont la santé et les nouvelles technologies.

Déjà lors de sa campagne électorale pour la présidentielle de décembre 2019, M. Tebboune avait, dans "54 engagements", plaidé pour l'édification d'une société libre et active, à même de prendre ses responsabilités comme contre-pouvoir et un instrument d'action publique au service du citoyen et de la Nation. Il avait, alors, promis la mise en pratique d'une "feuille de route pour les jeunes" pour préparer ces derniers à assumer leurs responsabilités politique, sociale et économique. Joignant le geste à la parole et pour concrétiser l'importance qu'il accorde à la société civile, le chef de l'Etat a désigné M. Nazih Berramdane au poste de conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger. Le président Tebboune confirme, ainsi, son engagement à consacrer le rôle du mouvement associatif dans la démocratie participative et l'édification d'une Algérie nouvelle et ce, à travers des facilitations notamment de la procédure d'octroi d'agrément qui faisait obstacle, par le passé, à l'activité des associations. De ce fait, il a été décidé de réduire la durée d'étude des dossiers de création d'une association à 10 jours, décision prise début juin dernier par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Les effets positifs de ces mesures de facilitations se sont vite concrétisés sur le terrain, dans la mesure où plus de 2.600 associations ont été agréées en un mois à l'échelle nationale sur plus de 4.000 demandes d'agrément, selon M. Berramdane, qui avait rencontré samedi dernier à Oran des représentants d'associations.

A cette occasion, il a indiqué que la nouvelle approche du Président de la République reposait sur la consultation de la société civile avec toutes ses composantes dans le but d'édifier la nouvelle Algérie "dans la transparence, l'intégration et l'implication du mouvement associatif". M. Berramdane a également indiqué que cette première réunion est le prélude d'une série d'autres qui se tiendront dans d'autres wilayas du pays.

AÏD EL ADHA Appel à une consommation responsable de l'eau (ministère)

Le ministère des Ressources en Eau a appelé à la solidarité nationale pour une consommation responsable de l'eau à l'occasion de l'Aïd El Adha, dans un communiqué du ministère publié lundi.

"Alors que les Algériens se préparent à fêter l'Aïd El Adha vendredi prochain dans des conditions socio-sanitaires exceptionnelles, le ministère des Ressources en Eau lance un appel à la solidarité pour une mobilisation nationale contre le gaspillage de l'eau", fait savoir la même source. Le secteur des Ressources en Eau, à travers ses organismes sous tutelle en charge du service public de l'eau et de l'assainissement, ont pris toutes les mesures nécessaires pour mobiliser les ressources suffisantes afin de satisfaire les besoins des citoyens, souligne le communiqué.

Cependant, selon le ministère, une consommation raisonnée et responsable est un gage pour que le gaspillage constaté



ces dernières années ne prive pas à nouveau certains citoyens de cette ressource vitale. En effet, ajoute la même source, la situation sanitaire, les grandes chaleurs enregistrées et le changement des habitudes sont des facteurs incitant à une consommation exceptionnelle. "Durant l'Aïd

El Adha, nous enregistrons une hausse de consommation, particulièrement durant la matinée du premier jour de sacrifice. Cela engendre une baisse rapide du niveau des réservoirs causant une perturbation dans l'alimentation en eau potable", note le département ministériel.

Ainsi, "le ministère des Ressources en Eau compte sur le concours des médias algériens pour porter ce message de solidarité afin que le maximum de citoyens passent leur fête de l'Aïd dans les meilleures conditions et pour garantir la continuité du service public de l'eau".

CONFINEMENT SANITAIRE Les autorisations exceptionnelles de circulation à Alger prolongées

Les autorisations exceptionnelles de circulation préalablement délivrées par les services et circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger "sont prolongées et resteront en vigueur, sans besoin d'en délivrer de nouvelles", et ce suite à la reconduction du confinement pour une durée supplémentaire de 15 jours.

"Suite à la décision du Premier ministre de prolonger le confinement sanitaire de 15 jours supplémentaires, en vertu des dispositions du décret exécutif n 20-185 du 24 Dhou El Kaada 1441 correspondant au 16 juillet 2020 portant prorogation des mesures de consolidation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID-19), le wali d'Alger porte à la connaissance de

l'ensemble des citoyennes et citoyens de la capitale que le confinement sanitaire partiel est reconduit pour une durée de 15 jours, de 20 heures jusqu'au lendemain à 5 heures du matin", a rappelé lundi la wilaya sur sa page officielle Facebook.

A ce titre, le wali d'Alger "informe l'ensemble des autorités et des organes publics et privés ainsi qu'à toutes les personnes titulaires des autorisations exceptionnelles délivrées par ses services et circonscriptions administratives après le 15 mai 2020 que "ces autorisations resteront en vigueur, sans besoin d'en délivrer de nouvelles", a poursuivi le communiqué.

En outre, il a été décidé, ajoute la source, de "reconduire, pour

une durée de 15 jours, l'interdiction de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers la wilaya d'Alger, hormis le transport des personnels et celui des marchandises", et de "suspendre l'activité de transport urbain des personnes, public et privé, durant les week-ends dans le territoire de la wilaya, exception faite pour les taxis". La même source a enfin mis l'accent sur la nécessité pour l'ensemble des habitants de respecter strictement toutes les mesures préventives et les protocoles sanitaires en vigueur, notamment le port du masque de protection, l'application des mesures d'hygiène et la distanciation physique pour préserver la santé publique et enrayer la propagation de la maladie".

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ-PNUD Les moyens de renforcer la coopération bilatérale examinés

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou a examiné avec la représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Algérie, Mme Blerta Aliko, les moyens de renforcer la coopération notamment dans les domaines de l'économie sociale et de solidarité, ainsi que le soutien aux catégories vulnérables, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

L'audience qui s'est déroulée lundi soir au ministère "a permis d'évaluer les projets de coopération réalisés en



partenariat avec le PNUD", et "d'échanger les vues sur les moyens de redynamiser les programmes, après la disparition de la pandémie de nouveau coronavirus". Dans ce contexte, "les deux parties ont exprimé leur disposition à renforcer la coopération

notamment dans les domaines de l'économie sociale et de la solidarité, ainsi que le soutien aux catégories vulnérables". La ministre a reçu, dans la même journée, la représentante du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) en

Algérie, Soraya Hocine avec laquelle "Mme Krikou a passé en revue les différents programmes destinés à la protection et à la promotion des droits de l'enfant en Algérie".

"La rencontre a permis d'évaluer l'action commune entre les deux parties et d'examiner les moyens de lancer de nouveaux programmes au profit de l'enfance", ajoute la même source. "Les deux parties ont exprimé leur disposition à renforcer la coopération dans l'intérêt de l'enfant en Algérie", conclut le communiqué.

APS

ROUTES-PROJETS Mise en service du premier tronçon reliant le port de Mostaganem à l'autoroute est-ouest

Le ministre des Travaux publics Farouk Chiali a procédé lundi, à la mise en service du premier tronçon de la route reliant le port commercial de Mostaganem à l'autoroute est-ouest sur 33 kilomètres.

Le tronçon, qui comprend 76 structures d'assainissement, 18 ponts, un échangeur, une trémie et une voie express sur une distance de 33 km par des sociétés nationales sous la supervision du groupe public "Cosider" avec ses filiales Cosider travaux publics et Cosider ouvrages d'art. A cette occasion, Farouk Chiali a insisté sur la livraison du restant du projet qui comprend 66 structures d'assainissement, 10 viaducs, un échangeur, un pont et une voie express sur 28 km dans le

territoire de la wilaya de Relizane avant la fin de l'année en cours.

Le ministre a souligné, à l'occasion, que la priorité dans l'octroi de projets de base revient aux sociétés nationales publiques et privées qui ont prouvé leur efficacité dans le domaine.

Il a ensuite inauguré une piste de randonnée sur la façade maritime "Ahmed Ben Bella" à Salamandre (commune de Mostaganem), réalisée dans le cadre du projet de protection de la côte mostaganémoise pour une enveloppe financière totale de 728 millions DA, selon les explications fournies par les responsables du secteur. Le couloir s'étend sur 400 mètres entre le port de pêche et de plaisance de Salamandre et la zone rocheuse "La Falaise" avec une esplanade de 22 mètres de largeur avec vue sur la mer, ce qui l'habilite à devenir une destination privilégiée et une bouée d'oxygène pour les familles, les estivants et les amateurs de la pêche.

Dans la commune d'Ain Sidi Cherif (10 km au sud de Mostaganem), un projet d'aménagement de deux chemins sur 2,8 kilomètres, a été réceptionné dans le cadre du désenclavement. D'un coût de 20 millions DA, le projet d'aménagement des deux chemins s'inscrit dans le cadre du programme de wilaya de prise en charge des zones d'ombre qui prévoit l'aménagement de 195 km de routes et de pistes au niveau de 74 villages pour un coût financier global d'environ 1,593 milliard DA.

DÉVELOPPEMENT LOCAL Le CapDeL lance son 2^e appel à projets à l'intention des associations des communes pilotes

Le programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local, (CapDeL) a lancé son 2^e appel à projets à l'intention des associations locales des communes Pilotes du Programme, ainsi que les associations wilayales y sont installées, indique lundi un communiqué du Programme. L'appel à projets est ouvert aux associations communales des communes pilotes de Babar (Khenchela), Djanet (Illizi), Djemila (Setif), El Khroub (Constantine), Ghazouet (Tlemcen), Messaad (Djelfa), Ouled Ben Abdelkader (Chlef) et Timimoun (Adrar), précise la même source. L'objectif principal de cet appel à projets est de permettre à la société civile des communes pilotes de s'approprier la nouvelle approche de gouvernance communale concertée, intégrée et inclusive du CapDeL d'une part et, d'autre part, de contribuer au développement de leur territoire tout en renforçant leurs capacités organisationnelles et de gestion de cycle de projets selon l'approche "Apprendre en faisant", à travers la mise en œuvre de petits projets, est-il expliqué.

Pour ce faire, ce 2^e appel pour le renforcement du rôle et des capacités de la société civile est structuré en 2 lots: le premier concerne les Projets pour le renforcement de la société civile et le second a trait aux projets catalyseurs de développement économique local (DEL). Pour le premier lot, il s'agit de projets qui visent le renforcement de la société civile pour une participation plus active et plus efficace aux processus de gouvernance et de développement local, à travers des actions d'information, de sensibilisation, de communication, d'animation et de formation, ainsi que par le développement de

projets pilotes, dans différents domaines d'activités, notamment ceux identifiés comme prioritaires par les acteurs locaux des communes pilotes. Le second Lot concerne des projets concrets qui contribuent au développement économique local, avec un potentiel de création d'emplois et de revenus durables pour les populations cibles, ou d'amélioration de leur employabilité, ou encore d'amélioration et de renforcement de leurs capacités de production, de transformation et/ou de commercialisation. Le communiqué du Programme fait savoir, dans ce cadre, que la date limite de dépôt des soumissions des idées de projets est fixée au 12 septembre 2020, ajoutant que les associations retenues à l'issue de cet appel à projets, participeront à un incubateur local de projets associatifs qui sera organisé en 2 sessions de formation dans leur commune afin de les accompagner dans la maturation et la finalisation de leur projet.

Le CapDeL est un programme promu par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), avec le soutien de l'Union Européenne. A travers le renforcement des capacités des acteurs du développement local, il vise la promotion d'une gouvernance locale concertée et transparente, le renforcement de la cohésion sociale et l'émergence d'une économie locale solidaire et diversifiée. Le CapDeL est mis en œuvre dans des communes modèles, représentatives de la richesse et de la diversité du territoire national. Son approche contribue à la localisation des Objectifs de Développement Durable.

FEUX DE FORÊTS À ALGER 27 foyers d'incendies enregistrés depuis juin dernier

Les services de la Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger ont enregistré, depuis le début du mois de juin dernier, vingt-sept (27) foyers d'incendies maîtrisés avant leur propagation, a-t-on appris lundi auprès de la chargée de l'information de cette instance.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Imane Saïdi a indiqué que 27 foyers d'incendies avaient été enregistrés depuis le début du mois de juin dernier, précisant que l'intervention rapide des agents de la Direction des forêts a permis de maîtriser ces incendies déclarés sur une superficie ne dépassant pas 2 ha de couverture forestières au niveau de la Forêts Miloudi de Zéralda et plus 68 ares de maquis et de broussailles réparties sur les forêts de Bainem et de Beni Messous. Le volume des incendies a diminué cette année par rapport à l'année dernière qui avait enregistré 45 foyers d'incendies, précise la responsable qui explique cela par la fermeture des espaces forestiers et des forêts de loisirs à Alger, dans le cadre des me-

sures visant à contenir la propagation du coronavirus.

Le plan de lutte contre les incendies de forêts qui se poursuivra jusqu'en octobre prochain pour préserver 5000 ha de superficies forestières à Alger fonctionne normalement et devrait réduire la superficie des forêts ravagées, à la faveur de la mobilisation de 3 équipes d'intervention dotées de matériels et de moyens nécessaires d'intervention rapide, avant l'arrivée des secours des services de la protection civile en cas de propagation de l'incendie. Par ailleurs, la responsable a fait état de la mobilisation de trois (03) camions citernes au niveau des sièges cités, outre 24 points d'approvisionnement en eau dans les grands espaces forestiers de la capitale à l'image



de Mactaa Khira, Bouchaoui et Ben Aknoun. Cinquante-quatre (54) agents d'intervention de la protection civile ont été réquisitionnés, outre la mise en place de 5 tours de surveillance au niveau des forêts du 19 juin, de Bainam, de Ben Aknoun, de La femme sauvage et de Mactaa Khira, a

ajouté Mme Saïdi. La wilaya d'Alger compte plus de 5.000 hectares de forêts répartis sur 113 sites forestiers, dont une bonne partie se trouve dans le tissu urbain avec des espaces allant entre 0,5 et 08 hectares, tandis que la surface des grandes forêts varie entre 300 et 600 hectares.

MOSTAGANEM

Mise en exploitation commerciale en mars 2021 du tramway de la ville

Le début de mise en exploitation commerciale du tramway de la ville de Mostaganem est prévu pour mars 2021, a déclaré lundi le ministre des Travaux publics Farouk Chiali. Lors d'un point de presse en marge de sa visite au centre de contrôle et de la maintenance du tramway, sis à haï Salamandre, M. Chiali a indiqué que les entreprises chargées de la réalisation de ce projet de transport moderne de la ville de Mostaganem "se sont engagées, lundi, à livrer les tranches 1 et 2 avant la fin de l'année en cours." En réponse aux préoccupations des autorités locales concernant le planning de réalisation des travaux, le ministre a fait savoir que les entreprises en charge des travaux sont capables de livrer les deux tranches 1 et 2 au mois de novembre prochain et entamer les essais techniques avant la fin de l'année. "Elles ont six mois pour parachever les travaux de la troisième et dernière tranche", a-t-il déclaré à ce propos.

"Les entreprises spécialisées dans les travaux publics disposent de l'expertise et de la compétence nécessaires pour relever les défis au niveau national et sont à même de conquérir des marchés extérieurs, notamment africains, et avoir des commandes pour réaliser des projets similaires au niveau de ces pays", a assuré le ministre des Travaux publics.

Farouk Chiali a annoncé avoir nommé un cadre supérieur de son département pour assurer le suivi du restant des travaux et effectuer des visites sur les chantiers. Il sera tenu d'organiser également des réunions périodiques avec l'ensemble des intervenants, de façon organisée tous les 15 jours, pour faire une évaluation de l'état d'avancement des travaux et livrer le projet dans les délais impartis.

Le taux d'avancement des travaux de pose des rails, d'aménagement de la plateforme et d'installation des lignes, des bâtiments, infrastructures techniques et

d'amélioration urbaine a atteint 96,52 %, alors que celui des travaux du centre de surveillance et de contrôle des ateliers de maintenance et des entrepôts est estimé à 56 %, selon les explications fournies par les responsables des entreprises de réalisation.

Le projet du tramway de Mostaganem, d'un coût global de 26,5 milliards DA, a connu un arrêt de ses travaux ayant duré sept mois après le retrait de la société espagnole chargée de sa réalisation (2013-2017) en raison de difficultés financières et non respect des délais de livraison, ce qui a conduit à la résiliation du contrat.

Les travaux de ce projet, qui s'étend sur une distance de 14 km (deux lignes), doté de trois tunnels et d'un pont, confiés au groupe public national "Cosider" avec ses filiales travaux publics et infrastructures techniques, ont repris au mois de décembre 2017, a-t-on relevé de même source.

RENTRÉE SCOLAIRE 2020-2021 À MILA

Mise en service de 6 nouvelles infrastructures

Six (6) nouvelles infrastructures scolaires seront mises en service à la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris lundi, du chef de service de programmation et de suivi auprès de la direction du secteur, Mohamed Baâouche.

Il s'agit d'un lycée qui sera ouvert à Tassafet dans la commune de Amirat Erras et de cinq (5) groupements scolaires pour les communes d'Oued El Athmania, Teraï Bainane, Mechira, Ferdjioua et Tadjanant, a indiqué le même cadre.

Aussi, cinq (5) cantines scolaires seront ouvertes dans des écoles primaires des communes de Minar Zerza, Oued Seggane et Mila, dans le CEM de la commune de Derradji Boualah et au lycée de Yahia Béni Guecha, en plus de deux (2) unités de dépiégeage et de suivi de santé scolaire à Mchira et Ain Tin, selon la même source. Ces structures porteront le nombre des établissements scolaires de la wilaya à 457 écoles primaires, 129 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 57 lycées, a ajouté le même cadre qui a relevé que les internats fermés de 9 CEM et 6 lycées seront transférés en classes ou salles pour enseignants. M. Baâouche a assuré que le séisme de 4,5 de magnitude qui a frappé dernièrement la commune de Sidi Merouane n'a occasionné que "de légères fissures à deux CEM et un lycée de Sidi Merouane, à 2 CEM à Garem Gouga et au vieux CEM de Ferdjioua".

BOUIRA

20 ha de couvert végétal et 740 arbres fruitiers ravagés par les flammes

Vingt hectares de couvert végétal et 740 arbres fruitiers ont été ravagés par les flammes ces dernières 24 heures à Bouira, selon un bilan de la protection civile.

"Nos services ont enregistré trois incendies en 24 heures à Haizer, Guerrouma et à Bouderbala. Les flammes ont ravagé huit ha de forêt et 12 ha de broussailles, ainsi que 740 arbres fruitiers", a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef.

Les feux de forêt se sont multipliés ces derniers jours à Bouira, où plus d'une dizaine de hectares de céréales ont été décimés par les flammes. Selon les détails fournis par le sous-lieutenant Abdat, deux ha de pin d'alep et 380 arbres fruitiers ont réduits en cendres suite à un incendie qui s'est déclaré dimanche dans le village de Beni Annane relevant de la commune de Guerrouma (Ouest de Bouira).

"Un autre incendie s'est déclaré le même jour à Arkoub, un village relevant de la municipalité de Bouderbala (Ouest de Bouira), ravageant quatre ha de pin d'alep", a précisé le sous-lieutenant Abdat. Grâce à l'intervention rapide des unités de la protection civile, dix autres hectares de pin d'alep et deux unités d'élevage avicole ont été épargnés par les flammes.

Une oliveraie de deux 200 arbres à aussi été ravagée dimanche par un incendie enregistré dans la commune Djebahia (Ouest de Bouira), selon les statistiques données par le sous-lieutenant Abdat. Face à la recrudescence des incendies, les unités de la protection civile sont mobilisées 24 heures sur 24 pour intervenir. Un important dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt a déjà été mis en place depuis plusieurs semaines. "Le dispositif est composé de deux colonnes mobiles dotées de tous les moyens humains et matériels nécessaires pour lutter contre ce phénomène, qui menace le couvert végétal de la wilaya de Bouira", a rappelé le même responsable.

APS

TIZI-OUZOU

Plus de 80 ha de couvert végétal ravagés dans une quarantaine d'incendies (protection civile)

Plus de 80 hectares de couvert végétal ont été ravagés dans 41 incendies enregistrés durant la journée de dimanche dans la wilaya de Tizi-Ouzou, selon un bilan provisoire communiqué, lundi, par la direction locale de la protection civile.

Selon le chargé de communication de ce corps constitué, le capitaine Kamel Bouchakor, "entre 80 et 90 ha de végétation en majorité de la broussaille, mais aussi du maquis du chêne-vert et du chêne-liège et des arbres fruitiers, ont été ravagés par 41 feux enregistrés dans plusieurs localités de la wilaya", a-t-il dit en précisant que l'évaluation des dégâts causés par ces incendies est toujours en cours. Ces incendies ont été enregistrés dans les localités de Yakourene, Ait Chafaa, Ait Toudert, Ifigha, Agouini Gueghrane, Mkira, Ouadhias, Makouda, Ait Boumahdi, Ait Aissa Mimoune et Abi Youcef, a-t-on précisé de même source. Les moyens d'intervention de la protection civile qui a mobilisé la colonne mobile pour lutter contre les flammes et ceux de la conservation des forêts ont permis d'éteindre 39 incendies. "Il ne reste que deux feux en cours, l'un qui s'est déclaré près du village Loudha Bouacifs à Ait Boumahdi et l'autre à Tamliht à Yakourene, et l'intervention se poursuit pour l'éteindre", a-t-on signalé de même source.

APS

EL BAYADH-COVID-19

Fermeture administrative de 119 locaux commerciaux pour non respect des mesures préventives

La Direction du commerce d'El Bayadh a procédé à la fermeture administrative de 119 locaux commerciaux pour non respect des décisions administratives portant sur les mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris lundi de ses responsables.

Le chef de service protection du consommateur et répression de la fraude, Mustapha Guetti, a indiqué que la fermeture administrative a été décidée lors des sorties des agents du commerce à travers les différentes régions de la wilaya pour veiller au respect des commerçants des mesures de prévention contre l'épidémie. Ces sorties se sont soldées par la fermeture de 119 magasins pour infraction à diverses mesures préventives dont le port du masque de protection, le respect de la distanciation et la

fourniture de produits de désinfection à l'intérieur des magasins. Vingt (20) dossiers ont été envoyés aux autorités judiciaires compétentes. Ils concernent le non respect par les gérants de magasins des décisions de fermeture administrative, a-t-on indiqué de même source. Parallèlement, les agents de la Direction du commerce mènent périodiquement des actions de sensibilisation au profit des commerçants les exhortant à respecter les mesures préventives, dans le cadre des efforts de prévention contre l'épidémie. Dans ce sens, la Direction du commerce a distribué 1.900 masques de protection, soit 1.500 aux citoyens et 400 aux commerçants et artisans. Des équipes mixtes (sûreté-commerce) veillent au respect des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie.

PANDÉMIE - MESURES L'ANCA se félicite des mesures d'accompagnement des opérateurs économiques

L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) s'est félicitée des mesures annoncées en Conseil des ministres tenu, dimanche, sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour accompagner les opérateurs économiques et artisans à l'effet de faire face aux répercussions socio-économiques induites par la crise sanitaire.

"L'ANCA se félicite des mesures annoncées en Conseil des ministres qui répondent à ses revendications concernant le gel immédiat des charges financières et fiscales, l'évaluation des préjudices subis par les entreprises et les petits métiers, outre l'allocation d'une aide financière de 30.000 DA destinée aux petits métiers", lit-on dans un communiqué publié par l'association sur son compte Facebook.

Par ailleurs, l'ANCA a mis l'accent, de nouveau, sur l'impératif respect des mesures de prévention contre la pandémie de la Covid-19.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait instruit le Premier ministre, dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs économiques, de procéder immédiatement au gel du paiement des charges financières et des obligations fiscales et parafiscales dues par les opérateurs économiques durant la période de confinement.

Le chef de l'Etat a également instruit de procéder à une évaluation des préjudices subis et des manques à gagner enregistrés par les opérateurs économiques, en particulier en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises et les petits métiers.

Cette évaluation devra s'effectuer dans un cadre "transparent" et éviter les "fausses déclarations".

Cette opération doit se faire sur la base d'une "évaluation rigoureuse" de la situation de chaque corporation pendant les quatre derniers mois, a-t-on souligné.

FINANCES - PANDÉMIE

«L'économie algérienne jouit d'une résilience "importante mais des réformes sont nécessaires"»

L'économie algérienne jouit d'une capacité de résilience "importante" face aux chocs pétroliers et crise et sanitaire, en s'appuyant sur sa solidité financière et son potentiel de croissance dans les différents secteurs d'activités, mais doit lancer en "urgence" des réformes profondes, ont estimé lundi des experts économiques contactés par l'APS.

"Nous disposons de plusieurs sources de financement que nous pouvons mobiliser et qui peuvent être des leviers pour une reprise économique extrêmement intéressante et diversifiée", a affirmé l'expert, Mustapha Mékideche.

Il s'agit en premier lieu des réserves de changes qui continuent à être un outil de "protection" pour l'économie nationale avec près de 60 milliards de dollars, même s'il arrive à sa "phase finale", selon l'expert.

L'économiste a rappelé également que les mesures bancaires et fiscales au profit des entreprises, notamment celles annoncées par la Banque d'Algérie au début de la crise sanitaire (diminution du taux directeur et des réserves obligatoires) "permettent au système financier de disposer de plus de liquidité et par conséquent de moyens pour accompagner les opérateurs économiques".

Toutefois, la banque centrale est appelée à être "plus décisive" dans sa démarche de soutien des entreprises à court terme, note encore l'expert.

Mais, a ajouté Mékideche, outre le système bancaire, les acteurs économiques peuvent, à la faveur des amendements relatifs aux investissements dans le cadre de la loi de finances complémentaires, recourir à d'autres types de financement à l'intérieur ou à l'extérieur du pays (ouverture sur les investissements directs étrangers, projet financing...).

Par ailleurs, l'expert souligne que les secteurs d'activité stratégiques résistent aux difficultés imposés par la conjoncture économique, notamment l'agriculture qui continue à assurer les besoins du marché local.

A cela s'ajoute le grand potentiel dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique dont le secteur privé contribue de manière significative, des matériaux de construction (ciment, acier, céramique...), de la pétrochimie et des mines, et qui peuvent renforcer la résilience économique du pays. "Les gisements de croissance existent en Algérie

BANQUES - ENTREPRISES - COVID-19

Les banques appelées à procéder à une évaluation des préjudices subis

Les banques et établissements financiers sont appelés à procéder à une évaluation objective des préjudices subis et du manque à gagner des opérateurs économiques, a indiqué le ministère des Finances dans une correspondance adressée à l'Association des banques et établissements financiers (ABEF).

Dans cette correspondance, le ministère exhorte "les banques et les établissements financiers à procéder à une évaluation objective des préjudices subis et du manque à gagner des opérateurs économiques de leurs portefeuilles, particulièrement les PME ainsi que les petits métiers".

Cette mesure rentre, selon cette source, dans le cadre d'une contribution à l'action des pouvoirs publics dans la lutte contre les impacts économiques de la crise sanitaire.

Le ministère a rappelé, à ce propos, l'obligation qui pèse sur tous les membres de l'association afin d'appliquer le dispositif déjà adopté par l'ABEF.

Il a appelé également à accorder à la clientèle "une écoute constante et attentive, afin de la conseiller et de lui apporter le soutien nécessaire durant cette période exceptionnelle".

Le document rappelle par ailleurs que le Conseil des ministres, réuni dimanche dernier, a mis l'accent sur la nécessité de faciliter l'action des opérateurs économiques et de les accompagner, durant toute la période de confinement.

Ainsi, aucune mesure



pénalisante ne devra leur être appliquée durant cette période. De plus, le ministère souligne à travers cette correspondance que les pouvoirs publics ont pris des mesures de protection de la population, ainsi que des mesures de sauvegarde de l'économie, au profit des entreprises, des artisans, des commerçants et des ménages, toutes catégories dont les revenus ont été considérablement réduits.

Ainsi, les banques et établissements financiers ont adopté des mesures de sauvegarde des entreprises et de l'outil de production, applicables pour une période de six mois, à compter du 1er mars 2020.

Ces mesures portent sur le report et/ou le renouvellement des échéances des crédits arrivés à échéance le 31 mars 2020 et postérieurement et sur la consolidation des impayés non traités à la date du 31 mars 2020 et postérieurement.

De plus ces mesures intègrent la prorogation des dates limites d'utilisation des crédits et les différés de paiement ainsi que l'annulation des pénalités de retard des créances exigibles à la date du 31 mars 2020 et postérieurement et le maintien et/ou le renouvellement des lignes de crédit d'exploitation.

"Ces mesures sont soutenues par le trésor, par le

maintien de l'avantage de la bonification des taux d'intérêt aux crédits d'investissement", rappelle le ministère ajoutant qu'un accord de principe a été notifié par le Trésor aux banques dans ce sens et qu'un décret exécutif fixant les modalités d'application de cette mesure est en cours de signature.

Toujours dans le cadre des mesures de sauvegarde de l'économie, un dispositif spécifique et exceptionnel a été mis en place par la Banque d'Algérie, à travers l'instruction n 05.220 du 6 avril 2020, portant mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et établissements financiers, en matière de liquidité, de fonds propres et de classement des créances, afin d'adapter certaines règles prudentielles à la situation exceptionnelle que vit notre pays et qui affecte l'économie mondiale.

Ces mesures, souligne le ministère, interviennent alors que "la crise sanitaire a produit des effets économiques négatifs, dus à la suspension d'un grand nombre d'activités".

Ces effets ont touché tous les agents économiques".



mais il faut leur donner le soutien et l'accompagnement nécessaires pour concrétiser la transformation économique vers la création de richesses et d'emploi", a-t-il soutenu.

Concernant le rôle de la société civile dans cette vision, M. Mékideche a souligné l'importance de s'appuyer sur une véritable représentation sociale, en impliquant les syndicats autonomes et pas seulement l'UGTA, pour concevoir un nouveau format de discussions tripartites qui doivent, par ailleurs, être accompagné "par un patronat restructuré, basé sur les principes de la citoyenneté, et ouvert sur les règles de la compétition".

La situation est encore "supportable"

De son côté, l'expert économique et ancien ministre des Finances, Abderahmane Benkhelha, a souligné que l'Algérie est dans une position "supportable" dans l'immédiat avec une marge de manœuvre "assez suffisante" pour relancer des réformes permettant de diversifier son économie.

"Dans les circonstances actuelles, avec la récession et l'ambiance morose des affaires qui dominent l'économie

mondiale, tout les pays du monde sont, à des degrés divers, exposés à des risques.

Il n'y a pas de résilience au sens absolu et personne n'est à l'abri", a déclaré M. Benkhelha.

Toutefois, "les économies ayant un niveau d'épargne acceptable avec des ressources qui n'ont pas été touchées dans leur totalité, et qui ne sont pas exagérément endettées et ont une économie qui continue à tourner en partie, sont en position meilleure que d'autres".

En se basant sur ces critères, l'Algérie est "dans une position supportable pour ces deux années 2020 et 2021.

Il y a une capacité pour faire face aux urgences et aux priorités, mais il faudra préparer le décollage économique avant 2021", a-t-il affirmé.

Dans ce sens, l'expert a souligné les ajustements à mettre en place en priorité et qui doivent être axés, d'abord, sur la rigueur dans la dépense budgétaire, sur la mobilisation des ressources du marché (finance islamique, réformes fiscales, intégration du secteur informel, inclusion des ressources non bancarisées...) ainsi que l'attractivité de l'économie en investissant dans la confiance, dans le lobbying et l'image.

"Tout ces dossiers ont été à un moment ou à un autre, étudiés mais maintenant il faut passer à l'opérationnalisation qui repose sur les pouvoirs publics et l'administration économique centrale et locale, mais aussi sur les acteurs de l'économie et les banques établissements financiers", indique M. Benkhelha.

Interrogé sur la possibilité de recourir à l'endettement extérieur, l'expert a mis l'accent sur la nécessité de distinguer entre l'endettement de l'Etat et celui des entreprises.

"L'endettement de l'Etat est une question de souveraineté. Ce n'est pas encore nécessaire vu la marge de manœuvre que nous avons et à condition de mener des réformes qui touchent l'administration, la gestion du secteur public et les transferts sociaux, afin de décharger l'Etat des coûts qui pèsent sur son budget.

Mais les entreprises, publiques et privées, qui ont des capacités et des marchés importants, peuvent recourir de l'extérieur pour financer leurs projets et activités, en engageant leurs responsabilités", fait remarquer M. Benkhelha.

PÉTROLE

Le Brent à 43,47 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole étaient à l'équilibre mardi, tirillés entre les espoirs de relance de la demande d'or noir, une offre de l'Opep+ attendue en hausse et un dollar au plus bas en deux ans.

Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 43,47 dollars à Londres, en hausse de 0,14% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois lâchait 0,36% à 41,45 dollars.

Des "forces opposées" maintiennent les cours du brut proches de l'équilibre, constate Jeffrey Halley, analyste, qui les situe actuellement dans une sorte de "no man's land".

Pour l'analyste, d'un côté les discussions qui se prolongent sur les plans de relance et une possible deuxième vague de Covid-19 pèsent sur les prix. De l'autre, la baisse du dollar leur apporte du sou-



ten. Le dollar index, qui mesure la valeur du billet vert par rapport à un panier d'autres devises, est tombé lundi à son plus bas en deux ans, plombé par de sombres pers-

pectives pour l'économie américaine.

Un recul de la devise américaine tend à favoriser les cours de l'or noir, libellés en dollars, les rendant moins

chers pour les acheteurs munis d'autres devises. "Les prix du pétrole sont stables car aucune nouvelle n'est suffisamment forte pour les pousser clairement dans une direction", a estimé de son côté Bjornar Tønhaugen, analyste, qui note cependant "des signes d'inquiétude". "Les cas de Covid-19 sont en hausse (...) et les investisseurs attendent de voir comment l'ouverture des robinets de pétrole va affecter le marché", a-t-il ajouté.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, dont la Russie, se sont mis d'accord pour alléger à partir du mois d'août les coupes historiques qu'ils réalisent dans leur production depuis le mois de mai.

Les gains du pétrole limités par les tensions sino-américaines et le virus

Les prix du pétrole sont montés lundi, profitant notamment du dollar faible, mais leur progression a été freinée par les tensions entre Washington et Pékin ainsi que par la propagation du Covid-19.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a fini à 43,41 dollars à Londres, en hausse de 0,2% ou 7 cents par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI

pour le même mois a gagné 0,8% ou 31 cents à 41,60 dollars.

Le dollar index, qui mesure la valeur du billet vert par rapport à un panier d'autres devises, est tombé lundi à son plus bas en deux ans, plombé par de sombres perspectives pour l'économie américaine. Un recul de la devise américaine tend à favoriser les cours de l'or noir, libellés en dollars, les rendant moins

chers pour les acheteurs munis d'autres devises. Cependant, pour Eugen Weinberg de Commerzbank "les risques d'une reprise moins robuste de la demande en raison de la pandémie de Covid-19 et des tensions politiques entre les Etats-Unis et la Chine" empêchent les cours de se détacher de la zone des 40 dollars le baril, dans laquelle ils évoluent depuis plusieurs semaines.

MAURITANIE - ETATS-UNIS - HYDROCARBURES

Attribution d'un contrat à un fournisseur américain pour améliorer l'exploration des hydrocarbures

Le ministère mauritanien du Pétrole a attribué un contrat d'imagerie 3D au fournisseur américain de données géophysiques ION

Géophysiques ION Géophysique qui couvrira la région de Taoudéni, afin d'améliorer la stratégie d'exploration des hydrocarbures a annoncé lundi le fournisseur américain.

Ce Contrat consistera à intégrer et réimager de manière transparente environ 24.000 km2 de données 3D.

Le champ d'application du

programme sera étendu à 15.000 km2 de données 2D supplémentaires.

L'objectif de ce projet est de réduire les risques en jeu et d'obtenir une compréhension plus précise des perspectives et des réservoirs en hydrocarburés. Les travaux démarreront avant la fin de l'année en cours et les résultats seront disponibles mi-2021.

Cette opération permettra de mieux comprendre les enjeux pétroliers de la région de Taoudéni et les données recueillies joueront un rôle

clé dans la mise en valeur de son potentiel pétro-gazier, au cours des années à venir.

"Grâce à ce projet, ION soutiendra les efforts du ministère, pour améliorer sa stratégie d'exploration en mer et sur terre dans la région de Taoudéni et attirer davantage d'investisseurs dans le but de développer les ressources nationales au profit de notre nation", a commenté le ministre du Pétrole de la Mauritanie, Mohamed Abdel Vetaïh.

Pour sa part, vice-prési-

dent principal du groupe ION Ventures, Joe Gagliardi, a fait part de sa satisfaction vis-à-vis du choix porté par la Mauritanie sur ION afin de mieux comprendre ses ressources et attirer de nouveaux investissements dans le pays.

"Le sous-sol mauritanien n'a jamais été révélé à l'échelle régionale 3D et nous pensons qu'il existe un potentiel important pour identifier de nouvelles opportunités de pétrole et de gaz dans ce bassin sous-exploré", a-t-il poursuivi.

USA - ALLEMAGNE

Dieselgate : Volkswagen a payé 9,5 milliards de dollars à des automobilistes

Volkswagen a payé quelque 9,5 milliards de dollars depuis 2016 à des automobilistes américains trompés par des dispositifs installés par les deux constructeurs allemands pour contourner les normes anti-pollution, a indiqué lundi l'autorité fédérale de protection des consommateurs.

Ce scandale de dimension internationale -connu comme le "dieselgate"- a terni pour longtemps l'image de Volkswagen.

Dans ce scandale, révélé en septembre 2015, Volkswagen a reconnu avoir truqué 11 millions de véhicules dans le monde avec un logiciel capable de les faire apparaître moins polluants lors de tests en laboratoire que sur les routes.

"Quand on a donné un choix aux propriétaires de véhicules de la marque VW ou Porsche, une filiale du constructeur de Wolfsburg, s'ils souhaitaient rendre leur véhicule ou le faire mettre aux

normes, plus de 86% de ceux qui sont allés au bout du processus ont préféré rendre leur voiture", indique la Federal Trade Commission dans son rapport final sur ce qu'elle qualifie "de plus important programme de remboursement de consommateurs de l'histoire des Etats-Unis".

Et d'ajouter que le plus important c'est que "les consommateurs ont été entièrement remboursés".

Depuis l'éclatement du scandale, Volkswagen a dû faire face à de multiples actions en justice, au pénal et au civil.

Un des derniers grands procès attendus en Allemagne est celui de l'ancien patron d'Audi Rupert Stadler qui doit comparaître à partir du 30 septembre.

La facture totale du scandale pour Volkswagen devrait dépasser 30 milliards d'euros (environ 35 milliards de dollars), dont les 9,5 milliards déjà déboursés aux Etats-Unis pour dédommager les clients.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or a franchi un nouveau record historique

Le cours de l'or a franchi mardi en Asie un nouveau record historique, effaçant celui de la veille, profitant toujours de son statut de valeur refuge en période de pandémie et de faiblesse du dollar. Le prix d'une once d'or est monté jusqu'à 1.981,27 dollars mardi matin durant les échanges en Asie, soit au-delà de son pic de la veille (1.945,72 dollars), qui avait déjà marqué un record absolu et effacé le précédent, remontant à 2011.

Le cours du métal jaune s'est apprécié de plus de 25% depuis le début de l'année.

La crise et les grandes incertitudes liées à la pandémie, les politiques ultra-accommodantes des banques centrales qui font baisser toujours davantage les taux d'intérêt obligataires et la faiblesse du dollar profitent actuellement à cette valeur refuge par excellence.

Le marché de l'or étant libellé en dollar, une baisse de la devise américaine rend les lingots moins onéreux pour les acheteurs utilisant d'autres devises.

Or, le billet vert a nettement faibli ces derniers mois sous l'effet de la vaste politique d'assouplissement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) mise en place pour soutenir l'économie des Etats-Unis ébranlée par le coronavirus.

GB - AVIATION

Le secteur aérien britannique plonge en Bourse

Les titres du secteur aérien se sont effondrés lundi à la Bourse de Londres, au lendemain de la décision du voyageur TUI d'annuler tous les séjours des Britanniques en Espagne continentale à partir de lundi et jusqu'au 9 août.

La place londonienne a terminé en légère baisse de 0,31% lundi, mais TUI a enregistré une chute nettement plus marquée (-11,37% à 301,00 pence), comme le groupe IAG (British Airways, -5,87% à 186,95 pence) ou EasyJet (-7,95% à 542,20 pence). TUI a décidé dimanche d'annuler tous les séjours des Britanniques en Espagne continentale à partir de lundi et jusqu'au 9 août en raison de la quarantaine imposée par le gouvernement du Royaume-Uni aux voyageurs de retour d'Espagne, qui constitue un coup dur pour le secteur touristique. En Espagne, les Britanniques constituaient le premier contingent de visiteurs étrangers en 2019, avec 18 millions. Le voyageur va proposer des remboursements ou des nouvelles réservations pour les Britanniques qui devaient se rendre dans le pays. "Nous avons examiné la situation générale des ressortissants britanniques voyageant à destination et en provenance des îles Baléares et Canaries, y compris l'impact de l'obligation de s'isoler à leur retour au Royaume-Uni, et avons conclu que nous devrions déconseiller aux ressortissants britanniques tout voyage non essentiel vers l'ensemble de l'Espagne", a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. De leur côté, les compagnies aériennes britanniques comme British Airways et EasyJet et l'irlandaise Ryanair maintiennent pour l'heure leur programme de vols vers l'Espagne, même si la décision du gouvernement britannique fait grincer des dents.

UE - INDUSTRIE - AÉRONAUTIQUE

L'UE va autoriser l'offre d'Alstom sur la division rail de Bombardier

Les autorités européennes de la concurrence s'apprentent à approuver l'offre d'Alstom sur la division ferroviaire du canadien Bombardier, ont indiqué lundi des sources proches du dossier, une opération qui devrait permettre au groupe français de devenir le numéro deux mondial de son secteur derrière le chinois CRRC. Alstom a affiné ses conceptions visant à dissiper les inquiétudes que son offre avait fait naître à la Commission européenne. Cette dernière craignait notamment que ce rachat ne donne à Alstom une part de marché trop importante, de l'ordre de 50%, sur le segment des trains régionaux. Présentée à la mi-février, l'opération prévoit qu'Alstom débourse jusqu'à 6,2 milliards d'euros pour acquérir la division rail du

groupe canadien, lourdement endetté, afin de s'armer face à la concurrence chinoise dans un secteur dopé par la demande pour les transports "verts". Pour obtenir l'aval de la Commission européenne, le groupe français a notamment proposé de céder son usine de Reichshoffen, en Alsace, qui produit les trains régionaux Coradia Polyvalent et emploie environ 800 personnes. Alstom propose aussi de céder une division de trains régionaux de Bombardier et le site qui lui est associé à Hennigsdorf, en Allemagne. Il n'a toutefois pas eu à proposer des cessions d'actifs supplémentaires à la suite des avis transmis à la Commission par ses concurrents et ses clients, ont dit les sources.

COVID-19 À TIZI-OUZOU Présentation du protocole sanitaire durant les examens du BAC et du BEM

La direction de l'éducation (DE) de la wilaya de Tizi-Ouzou, a élaboré un protocole de prévention contre la propagation de la pandémie de la covid-19 durant le déroulement des examens de fin d'année, a-t-on appris, lundi auprès du premier responsable de cette institution Ahmed Laaloui.

Ce protocole qui a été présenté dimanche devant le wali lors d'une réunion de l'exécutif consacrée à la préparation des examens du baccalauréat et du brevet de l'enseignement moyen (BEM), comporte une série de mesures visant à protéger les candidats et les encadreurs contre tout risque de contamination, à travers, notamment, la prise de température à l'entrée des centres, le port obligatoire de masque de protection et la distanciation entre les candidats dans les salles d'examen, a expliqué M. Laaloui.

Au titre de ces mesures préventives, un médecin sera chargé de prendre la température des élèves et des encadreurs à l'entrée du centre d'examen, dans le respect d'une distanciation d'au moins un mètre.

Dans le cas où le candidat ou l'encadreur présenterait une température supérieure à 37, ou présenterait des signes douteux tel qu'une toux des étournelements entre autres, il sera ausculté par le médecin du centre sur place et isolé dans une salle afin qu'il puisse passer son examen sans prendre le risque de contaminer les autres, a expliqué de son côté le chargé des examens à la DE, Rachid Boudaoud.

Du gel hydroalcoolique et des bavettes seront mis à la disposition des candidats au niveau du centre afin qu'ils puissent se protéger et protéger les autres.

Ces derniers seront sensibilisés sur les mesures de prévention à suivre tels la désinfection des mains le port obligatoire de la bavette, mais aussi à éviter d'emprunter et d'utiliser les objets de leurs camarades.

Le wali Mahmoud Djamaa, qui a présidé cette réunion, a indiqué à l'APS qu'il avait donné des instructions pour la mise en place d'un dispositif de prévention personnalisé par centre d'examen.

La direction de l'éducation a été chargée d'établir d'ici le 15 août un "mode opératoire" durant les examens, et qui sera examiné afin de connaître les moyens disponibles pour assurer le bon déroulement de ces examens de fin d'année et éventuellement y apporter, immédiatement des corrections, a-t-il dit.

Les épreuves du BEM de cette année concerneront quelque 14 945 candidats qui seront répartis sur 53 centres d'examen à travers lesquels un total de 3 507 encadreurs sera mobilisés.

Pour le BAC, on compte 15 793 inscrits, 65 centres d'examen et plus de 5 000 encadreurs, selon les chiffres communiqués par la direction locale de l'éducation.

FORÊTS - INCENDIES

Quelques 200 ha de végétation brûlés à Béjaïa

Quelque 200 hectares de végétation, toutes essences confondues, ont brûlé ces dernières 24 heures dans la wilaya de Béjaïa, dans des incendies favorisés par la forte canicule qui y règne, apprend-t-on de la protection civile.

Durant ce laps de temps, pas moins de 30 départs de feu ont été signalés dont cinq jugés particulièrement importants du fait des dégâts infligés au couvert végétal, et des menaces encourues par des habitations proches.

Aucune victime humaine, ni dommage d'habitation n'ont été toutefois déplorés, a-t-on précisé.

Parmi ces grands feux, deux ont été particulièrement sinistres.

Le premier a concerné la région d'Imaathene dans le massif forestier de Barbacha, à 65 km au sud-est de Béjaïa, qui est venu à bout au-delà des essences forestières, de plusieurs vergers agricoles dont des oliviers et figuiers (20 ha) et des ruches d'abeilles.

Le feu, apparu au creux d'un ravin vers 13h20 s'est vite propagé en hauteur, animé essentiellement par de la

TRAITE DES PERSONNES

ONU : «l'Algérie joue un "rôle leader"»

L'Algérie joue un "rôle leader" dans la lutte contre la traite des personnes, dans les forums des Nations unies, a soutenu mardi à Alger le coordonnateur résident du système des Nations-unies en Algérie, Eric Overvest.

"L'Algérie joue un rôle leader notamment dans la lutte contre la traite des personnes dans les forums des Nations-unies", a-t-il affirmé lors d'une journée d'étude portant sur le thème "Non à l'exploitation des personnes", organisée par le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, en coordination avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime.

Il a, dans ce cadre, exprimé la reconnaissance de l'ONU quant au rôle "crucial et fondamental" des différents intervenants dans la lutte contre la traite des personnes notamment la Gendarmerie et la Police nationales, les magistrats, les douanes, les institutions en charge de la solidarité et les médecins.

"Chacun dans vos fonctions respectives, vous traduisez en acte concret, les efforts et l'en-

gagement profond de l'Algérie contre la traite des personnes et pour la protection et l'assistance des victimes de ce crime horrible", a-t-il indiqué.

Pour sa part, la présidente de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), Meriem Chorfi, a souligné la nécessité de coordonner et renforcer les efforts internationaux notamment pour combattre la traite des personnes et toute forme d'exploitation.

"Ce fléau se propage et n'a pas de frontière, ni de religion, mais ce qui est sur, c'est une atteinte abjecte, fondée sur l'exploitation des plus faibles, en grande majorité des femmes et des enfants", a-t-elle déploré.

Mme Chorfi a relevé qu'une cellule avait été créée pour alerter sur toutes les violations des droits de l'enfant, ajoutant que de janvier au 26 juillet der-

nier, cette cellule avait reçu près d'un demi million d'appels concernant des informations et des orientations.

Elle a indiqué que son organisme avait recensé 1.355 atteintes aux droits des enfants (773 garçons, 582 filles), dont 402 d'entre eux avaient subi des maltraitements et de l'exploitation, mais pris en charge par les parties concernées.

De son côté, le contrôleur de police, Keira Messaoudene, directrice de l'Institut national de la police criminelle de Saoula (Alger), a rappelé que la Direction générale de la Sûreté nationale était pionnière dans la création d'équipes régionales spécialisées dans le traitement des questions de l'émigration clandestine et de la traite des personnes, soulignant que ces équipes avaient réussi à anéantir des parties constituant des réseaux d'émig-

ration clandestine et de la traite de personnes.

Pour sa part, le lieutenant colonel Walid Riad Boukabou, de la Gendarmerie nationale, a indiqué que son corps de sécurité veillait constamment à la lutte contre toutes les formes de criminalité, spécialement celles touchant à la dignité humaine, à la famille, notamment la traite de personnes. Le directeur des Affaires judiciaires et juridiques au ministère de la Justice, Lotfi Boudjemaa, a indiqué, quant à lui, que le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes s'attelle à la préparation d'un projet de loi dédié à la traite de personnes qui englobe tous les aspects de ce crime, ainsi que ceux liés à la prévention, en plus des textes garantissant la protection et leur prise en charge.

AÏD EL-ADHA

Le respect des gestes barrières est un impératif

La présidente de l'Association algérienne des vétérinaires privés, Assia Boukeffa a mis l'accent lundi à Alger sur l'impératif de respecter les mesures de prévention pendant l'égorgeage afin d'éviter toute contamination au Covid-19, notamment le port du masque, la distanciation physique et l'asepsie des lieux et outils d'abattage.

Dans une déclaration à l'APS, Mme. Boukeffa a assuré que "la crainte n'est pas de se contaminer à partir des moutons mais à cause du contact entre les gens et l'échange des outils et équipements de l'égorgeage, transmissibles du virus".

La responsable a préconisé le respect des règles d'hygiène lors de l'achat du

mouton dans les points de vente agréés et autorisés où les produits de désinfection doivent être disponibles et mis à la disposition des citoyens.

Affirmant que l'Association s'attèle à coordonner intensivement son action avec les vétérinaires (exerçant dans les secteurs aussi bien public que privé) en prévision de l'Aïd El Adha, Mme.

Boukeffa rappelle que les spécialistes sont mobilisés tout au long de l'année à l'échelle nationale pour accompagner les éleveurs et assurer un suivi sanitaire efficace voire efficient du cheptel national.

A l'occasion de cette fête religieuse, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a réquisitionné, des

médecins vétérinaires au niveau des abattoirs, bureaux sanitaires, unités agricoles et inspections vétérinaires, en vue de veiller à l'abattage correct parallèlement au respect rigoureux des mesures de prévention de la Covid-19, a-t-elle fait remarquer.

Et d'ajouter que deux abattoirs, sis à El Harrach et aux Eucalyptus, ouvriront les portes aux citoyens qui désirent y égorger leurs sacrifices.

Or ces deux structures demeurent, a-t-elle jugé, insuffisantes pour satisfaire la demande des deux jours de l'Aïd à Alger ou même dans les autres wilayas où le manque d'abattoirs est constaté, appelant par la même à prévoir d'autres structures dans le futur.

ENVIRONNEMENT ET URBANISME

Plus de 8.000 infractions enregistrées durant le deuxième trimestre 2020

La police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a enregistré 8.012 infractions à travers tout le territoire national, durant le deuxième trimestre 2020, dont 3621 infractions liées à l'environnement et 4.391 autres liées à l'urbanisme, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Les infractions liées à l'urbanisme concernent particu-

lièrement les constructions anarchiques et les constructions sans permis ou non conformes aux normes, tandis que les infractions liées à l'environnement concernent particulièrement le jet anarchique des déchets et de résidus de travaux de construction sur la voie publique et les espaces verts, ajoute la même source. Les brigades de la police de l'urbanisme et de la protection de l'en-

vironnement ont établi, durant la même période, 8.038 procédures administratives et judiciaires, rappelant que les dites brigades travaillent pour l'application des lois relatives à l'urbanisme et à la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie des citoyens afin de "contribuer à la préservation d'un environnement sain et la prévention contre les maladies et les épidémies à l'instar de

la crise sanitaire que traverse le pays à cause de la propagation du nouveau coronavirus (covid-19), précise le communiqué. A cette occasion, la DGSN a rappelé le numéro vert 1548 et le numéro du secours 17, pour recevoir les signalements 24h/24h et ses supports numériques de communication, en l'occurrence son site internet, sa page Facebook et son compte Twitter.



éteint en fin de soirée, ce lundi matin, une dizaine de nouveaux sinistres, réparties autant à l'est qu'à l'ouest, ont été signalés.

ONU - UNICEF - ENFANCE

Près de 7 millions d'enfants supplémentaires pourraient souffrir de la crise éco-sociale

Près de sept millions d'enfants supplémentaires dans le monde pourraient en souffrir à cause de la crise économique et sociale causée par la pandémie de Covid-19, selon une étude du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) publiée mardi sur son site web.

Avant la pandémie coronavirus, 47 millions d'enfants à travers le monde souffraient déjà en 2019 des conséquences de la malnutrition, perte de poids et maigreur extrême, souligne l'Unicef.

"Cela fait sept mois que les premiers cas de Covid-19 ont été rapportés et il est de plus en plus clair que les conséquences de la pandémie font plus de mal aux enfants que la maladie elle-même", a commenté dans un communiqué la directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore.

"La pauvreté et l'insécurité alimentaire ont augmenté.

Des services essentiels et des chaînes d'approvisionnement de nourriture ont été interrompus.

Le prix des denrées alimentaires a monté en flèche.

Le résultat, c'est que la qua-



lité du régime alimentaire des enfants a baissé et que les taux de malnutrition vont augmenter", a-t-elle poursuivi.

L'Unicef s'appuie sur une analyse publiée par la revue médicale "The Lancet", dans laquelle les chercheurs s'alar-

ment des conséquences de la malnutrition liée à la pandémie Covid-19 sur les enfants.

"L'impact profond de la pandémie sur la nutrition des plus jeunes enfants pourrait avoir des conséquences inter-générationnelles", estiment-

ils, craignant que cela ne nuise "à la croissance et au développement de ces enfants".

L'ONU a prévenu auparavant dans son rapport annuel que la crise du coronavirus va aggraver la faim dans le monde, soulignant que près d'un humain sur neuf souffrait de sous-alimentation chronique en 2019, une proportion appelée à s'aggraver en raison de la pandémie de Covid-19.

La faim touchait l'an dernier environ 690 millions de personnes, soit 8,9 % de la population mondiale, selon un rapport des organismes des Nations Unies.

Selon le rapport, la récession mondiale due au nouveau coronavirus risque de pousser vers la faim entre 83 et 132 millions de personnes supplémentaires.

AUSTRALIE - CLIMAT - ANIMAUX

Près de trois milliards d'animaux tués ou déplacés par les feux en 2019-2020

Près de trois milliards d'animaux ont été tués ou déplacés par les feux de forêts sans précédent qui ont ravagé l'Australie en 2019 et 2020, d'après une étude rendue publique mardi qui parle d'une "des pires catastrophes de l'histoire moderne pour la faune". Cette vaste étude menée par plusieurs universités australiennes avance que 143 millions de mammifères ont été affectés par cette crise, de même que 2,46 milliards de reptiles, 180 millions d'oiseaux et 51 millions de grenouilles. Elle ne

chiffre pas le nombre d'animaux tués, mais les perspectives pour ceux qui ont échappé aux flammes "ne sont probablement pas terribles" en raison d'un manque de nourriture, d'abri et de protection face à leurs prédateurs, a estimé Chris Dickman, un des auteurs.

Ces feux, qui reviennent chaque année à la fin de l'hiver austral mais ont été particulièrement virulents pendant plusieurs mois en 2019-2020, ont détruit 115.000 kilomètres carrés, une zone trois fois plus

grande que les Pays-Bas, faisant 30 morts. Une précédente étude, en janvier, avait estimé à un milliard le nombre d'animaux tués dans les zones les plus sinistrées dans les Etats du Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud. L'étude rendue publique mardi est la première qui prenne en compte l'ensemble des zones qui ont brûlé en Australie, selon Lily van Eeden, de l'Université de Sydney.

"Il est difficile de penser à d'autres événements, ailleurs dans le monde, de mémoire

d'homme, qui ait tué ou déplacé autant d'animaux", a déclaré Dermot O'Gorman, directeur général de la branche australienne du Fonds mondial pour la nature (WWF). "C'est une des pires catastrophes de l'histoire moderne pour la faune." Le sort des koalas avait ému l'opinion, mais une enquête du gouvernement a récemment cité 100 autres plantes et espèces animales endémiques menacées qui ont perdu plus de la moitié de leur habitat dans les flammes", a-t-il déploré.

USA - CHÔMAGE

Nouveau plan d'aide en vue avec une assistance aux chômeurs réduite

L'aide financière qu'accorde le gouvernement fédéral américain aux chômeurs depuis le début de la crise pourrait être réduite à 200 dollars par semaine, au lieu de 600 dollars depuis avril, et les discussions devraient commencer lundi soir, selon plusieurs médias.

"Les républicains du Sénat veulent réduire l'aide de 600 dollars à 200 dollars jusqu'à ce que les Etats puissent mettre en oeuvre une nouvelle approche qui paierait aux travailleurs 70% du revenu qu'ils percevaient avant de perdre leur emploi", détaille le Washington Post. Les 50 Etats américains "sont censés introduire progressivement la nouvelle formule d'ici deux mois (...), bien que l'on ne sache pas à quel point ce processus pourrait s'avérer fastidieux", relève le quotidien. L'opposition démocrate souhaite de son côté prolonger l'aide de 600 dollars

hebdomadaires au moins jusqu'en janvier 2021. Les responsables démocrates au Congrès devaient rencontrer lundi soir le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin et le chef de cabinet de Donald Trump, Mark Meadows, pour entamer des discussions formelles sur un nouveau plan d'aide à l'économie, d'un montant total d'environ 1.000 milliards de dollars, selon le Washington Post. Il pourrait comprendre un nouveau chèque pour les ménages, des prêts supplémentaires pour les petites et moyennes entreprises les plus touchées, et des fonds pour permettre aux écoles de rouvrir.

Le temps presse à seulement 100 jours de l'élection présidentielle.

Steven Mnuchin avait insisté dimanche sur le fait qu'"il ne serait tout simplement pas juste d'utiliser l'argent

des contribuables pour payer davantage des gens pour rester à la maison que s'ils travaillaient et trouvaient un emploi".

Interrogé sur une éventuelle nouvelle baisse des impôts ou une réduction de charges sociales souhaitées par le président républicain, il avait rétorqué: "Les versements directs sont un moyen beaucoup plus rapide de donner à tout le monde une réduction d'impôts, et c'est beaucoup plus rapide que la réduction des charges sociales".

L'aide du gouvernement fédérale s'ajoute aux allocations chômage versées par les Etats avec des montants et durées variables: elles peuvent aller de 235 dollars (205 euros) par semaine dans le Mississippi, à 823 dollars (720 euros) dans le Massachusetts, et de trois mois en Géorgie ou dans le Nevada à six mois dans le Maryland.

BANGLADESH - INONDATIONS

Au moins 3,3 millions de personnes affectées par les inondations

Au moins 3,3 millions de personnes sont actuellement touchées par les inondations au Bangladesh, dont un quart du territoire est inondé, a indiqué le Bureau des Nations-Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Selon une évaluation de la situation réalisée par le gouvernement et les parte-

naires humanitaires, environ 40% des personnes touchées sont des enfants, et près de la moitié des 93 personnes décédées sont des enfants.

Les inondations ont endommagé des logements et des infrastructures, notamment des barrages, des puits d'eau, des installations d'hygiène et plus de 1.900

écoles. Elles ont également gravement perturbé les services de santé dans de nombreux domaines. Les moyens de subsistance, les marchés locaux, les cultures, le bétail et la pêche ont également été gravement touchés, ce qui pourrait également conduire à une "insécurité alimentaire accrue", selon OCHA.

PÉROU - VIRUS

Plus de 900 disparitions de femmes pendant le confinement

Plus de 900 femmes, dont 70% mineures, ont disparu au Pérou pendant les trois mois et demi de confinement à cause de la pandémie, des chiffres en nette hausse, a annoncé lundi le défenseur du peuple. Avant le confinement, ont dénombré cinq disparitions par jour en moyenne, mais ce chiffre est monté à huit sur cette période. "Du 16 mars au 30 juin, on a signalé 915 femmes disparues au Pérou", a déclaré Eliana Revollar, la responsable des droits de la femme au sein de l'institution.

"Nous devons savoir ce qui s'est passé avec elles", a déclaré le défenseur du peuple, Walter Gutiérrez, à la radio RPP.

"Les cas des petites filles et des adolescentes représentent 70% du total des femmes disparues", a-t-il ajouté.

Si certaines sont réapparues par la suite, faute d'un registre national de la police, on ne sait pas combien sont toujours portées disparues. "Il y a une résistance de la police à enquêter sur ces affaires. Nous exigeons que l'on mette en place le registre national des personnes disparues", s'est emportée Mme Revollar. En 2019, 166 féminicides ont eu lieu au Pérou, dont la dixième partie avait été cataloguée dans un premier temps comme une disparition.

Le Pérou est le deuxième pays de la région comptant le plus de cas de nouveau coronavirus (plus de 384.000), derrière le Brésil, et le troisième en nombre de décès (plus de 18.000), après le géant sud-américain et le Mexique.

CHINE-USA-AGRICULTURE

De mystérieuses graines chinoises inquiètent les autorités américaines

Les services de l'Agriculture de plusieurs Etats américains ont publié ces derniers jours des communiqués mettant en garde leurs habitants face à des colis suspects contenant de mystérieuses graines, vraisemblablement envoyés depuis la Chine. "Les types de graines dans les colis sont actuellement inconnus et sont susceptibles de contenir des espèces végétales envahissantes", a prévenu lundi le département agricole de l'Ohio.

"Si vous recevez un colis de ce type, merci de ne pas semer ces graines.

Si elles sont dans un emballage scellé, n'ouvrez pas le paquet", a conseillé l'autorité, qui redirige vers le ministère américain de l'Agriculture (USDA).

Le département agricole de l'Ohio précise que "des graines non désirées peuvent être des espèces envahissantes, contenir des herbes nuisibles, introduire des maladies pour les plantes locales ou être dangereuses pour le bétail". Des consignes similaires ont été émises par les ministères de l'Agriculture des Etats de Washington, de Louisiane, de Virginie et du Kansas. Selon des médias locaux et des photos partagées par des habitants sur les réseaux sociaux, des paquets s'ont aussi été envoyés dans l'Utah et dans l'Arizona.

Certains d'entre eux étaient catalogués comme s'il s'agissait de bijoux et contenaient des caractères chinois sur leurs étiquettes. Les motivations derrière ces envois demeurent obscures. Selon les services de police de l'Ohio, il pourrait s'agir de "brushing", une technique déloyale utilisée dans le commerce en ligne et qui consiste à améliorer les évaluations d'un produit en générant de fausses commandes.

"Nous préférierions que les gens nous contactent pour se débarrasser convenablement de ces graines", recommandent les forces de l'ordre de l'Etat.

S A N T É - A L G É R I E

COVID-19 - SITUATION

Une augmentation de 150% des cas de contamination en juillet à Oran

Le nombre de cas de contamination au Covid-19 a augmenté de 150% au mois de juillet par rapport au quatre mois précédents cumulés, a-t-on appris lundi du chargé de communication à la Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSP) Dr Youcef Boukhari.

"Une recrudescence des cas de contamination enregistrée durant le mois de juillet en cours fait d'Oran une des wilayas les plus touchées après Alger, Sétif et Blida, avec une augmentation de 150% par rapport aux mois de mars, avril, mai et juin cumulés", a indiqué à l'APS Dr.

Boukhari, qui est également chef de service prévention à la DSP, faisant savoir que plus de 2.000 nouveaux cas ont été enregistrés durant le seul mois de juillet. La wilaya d'Oran a enregistré des cas "très élevés de sujets positifs durant les dernières semaines atteignant plusieurs fois près de 90 nouveaux cas", a-t-il relevé, avant de préciser que plus de 3.838 cas positifs à la Covid-19 ont été enregistrés depuis le début de la pandémie jusqu'à dimanche dernier, 2.533 personnes sont guéries et 94 décès ont été déplorés.

La wilaya a connu plusieurs pics de nouveaux cas, le premier avec l'ouverture des commerces durant le mois de Ramadan à cause du non respect des gestes barrières, le second après l'Aid El Fitr et les visites familiales "qui ne se sont pas déroulées dans les meilleures conditions de prévention" et le troisième, actuellement, avec le relâchement enregistré après le début du déconfinement, a signalé Dr. Boukhari. Les secteurs du commerce, des transports, des postes et des collectivités locales sont pointés du doigt, mais aussi avec insistance, le citoyen qui ne respecte nullement les gestes barrières, a-t-il déploré.

"Des commerces ont profité de l'assouplissement des mesures de confinement et l'ouverture de certaines activités et ont repris leur travail, sans pour autant mettre le paquet dans la prévention.

Des citoyens dans des petits commerces sans masques de protection ni de distanciation physique.

Des chaînes interminables dans les magasins, des images insoutenables," selon le spécialiste.

Concernant la saison estivale, non encore lancée à cause de la pandémie, Oran vit, toutefois, "un tourisme sans nom".

Beaucoup de gens d'autres wilayas affluent à Oran, a fait remarquer le même responsable, déclarant "lorsque nous effectuons des enquêtes épidémiologiques sur des cas positifs ou cas contacts, nous décelons souvent des cas de personnes d'autres wilayas touchées par le virus qui se trouvent en vacances à Oran." "Cette mobilité est inadmissible en période de crise sanitaire", a-t-il martelé, avant d'ajouter : "on ne sait pas si ces gens ont contracté le virus à Oran ou dans leurs wilayas respectives." Les bureaux de postes constituent également un facteur dans la situation de propagation de la Covid-19, à voir les files interminables de retraités qui s'y agglutinaient du 25 au 27 juillet, a-t-il observé, indiquant que durant les deux derniers mois, il a été remarqué une petite montée de nouveaux cas chez la catégorie des plus de 55 ans.

"En cherchant la cause à travers les enquêtes et questionnaires épidémiologiques, nous avons trouvé que ce sont des retraités venus percevoir leurs pensions dans des bureaux de poste", a déclaré le même responsable, soulignant que malgré l'annonce de mesures, par les responsables du secteur de la poste et des communications, pour améliorer la situation en cette période du mois, un manque d'organisation dans les bureaux de poste de la wilaya est constaté conduisant à des chaînes interminables dès les premières heures de la journée.

"Ce n'est pas très difficile de s'organiser et respecter les gestes barrières, mettre des chaises et des chapiteaux pour le confort des citoyens avec le strict respect de la distanciation physique et le port de masques de protection", a-t-il estimé, ajoutant "cela aiderait beaucoup à se protéger contre le virus".

Pour lui, les services de la commune ou même certaines associations peuvent fournir le matériel nécessaire (chaises et chapiteaux) et même aider les postiers dans l'organisation de cette opération durant les jours de virement des pensions des retraités. Il s'agit d'une situation exceptionnelle où tout le monde est concerné et doit contribuer", a-t-il insisté.

642 nouveaux cas, 396 guérisons et 11 décès

Six-cent-quarante-deux (642) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 396 guérisons et 11 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 28615, soit 1,5 cas pour 100.000 habitants et celui des décès à 1174 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 19233, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 27 wilayas ont recensé moins de dix (10) cas durant ces dernières 24 heures, tandis que 21 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 73 patients sont actuellement en soins intensifs, a



également fait savoir le Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle, notamment à l'approche de l'Aid El-Adha, exige de tout citoyen vigilance et le respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

SANTÉ - ENCADREMENT

Benbouzid : "le mouvement opéré à la tête de certaines directions centrales vise à améliorer la qualité des soins et des services fournis"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a indiqué lundi que le mouvement opéré récemment à la tête de certaines directions centrales du secteur visait à améliorer la qualité des soins et des services fournis dans le cadre d'une "action collective coordonnée", indique un communiqué du ministère.

Présidant la cérémonie d'installation des nouveaux directeurs centraux de certaines structures relevant du secteur, le ministre a précisé que ce mouvement "vient couronner un processus d'évaluation

visant à améliorer la qualité des soins et des services fournis dans le cadre d'une action collective coordonnée".

De son côté, le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah, a affirmé que le pays "compte des compétences capables d'assurer la gestion pendant cette période de crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19". "Il existe des compétences capables d'assumer la responsabilité et de faire face à toutes les difficultés pour hisser le secteur au plus haut niveau et sortir de la crise sanitaire actuelle", a-t-il dit.

Dans une démarche visant à insuffler

une nouvelle dynamique au sein de l'administration centrale qui veille à la mise en œuvre de la politique nationale de santé, M. Benbouzid a procédé, en compagnie du ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, à l'installation du Pr. Lyes Rahal au poste de directeur général des services de santé et de la réforme hospitalière et du Pr. Ouahiba Hadjoudj au poste de directrice générale de la pharmacie et de l'équipement médical.

Dans la même optique, le ministre de la Santé avait présidé la semaine dernière l'installation de plusieurs cadres du ministère.

SANTÉ - ÉQUIPEMENTS

Biskra : remise de 10 ambulances équipées à des établissements sanitaires

Dix (10) ambulances équipées ont été remises lundi à des établissements sanitaires de la wilaya de Biskra pour améliorer les conditions de transfert des malades, au cours d'une cérémonie tenue à l'unité principale de la protection civile. Acquisées, à titre d'aide par la wilaya, ces ambulances renforceront le parc roulant du secteur de la santé

et amélioreront la prise en charge des malades des localités rurales éloignées, a indiqué à l'occasion, le wali, Abdallah Abinouar.

"L'Etat accorde un grand intérêt pour les structures sanitaires et à leur dotation en équipements et matériels nécessaires en vue d'améliorer la couverture sanitaire et répondre aux préoccupations

exprimées par les citoyens au cours notamment des visites faites aux zones d'ombre", a assuré le chef de l'exécutif local. Ces véhicules médicaux ont été remis aux établissements publics hospitaliers, EPH- Bachir Benacer et Dr. Saâdane du chef-lieu de wilaya, à l'EPH Achour Ziane d'Ouled Djellal et aux établissements publics spécialisés,

EPS de Sidi Okba, Tolga, Zéribet El Oued, El Kantara, Ducène, Ras El Mïad et Djemoura, a-t-on détaillé. Le parc roulant du secteur de la santé a été dernièrement renforcé par quatre (4) ambulances équipées offertes par un particulier et bénéficiaire dans "les prochains jours" de sept (7) autres ambulances, selon les responsables du secteur.

CORONAVIRUS-MESURES

308 établissements hôteliers mobilisés pour le confinement sanitaire

Le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial contribue, en coordination avec les autres secteurs concernés, à la deuxième opération de rapatriement des citoyens algériens bloqués à l'étranger engagée le 20 juillet en cours, en mobilisant 308 établissements hôteliers publics et privés au niveau national en vue de leur exploitation dans le cadre de l'opération de confinement sanitaire préventif (14 jours), a indiqué à l'APS la directrice de communication et de coopération au ministère, Asma Moulay.

Cette opération s'inscrit, selon la même source, dans le cadre des "orientations données par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, aux ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Santé et des Transports pour la mobilisation de la flotte aérienne et maritime dans les jours à venir ainsi qu'au ministère du Tourisme pour réserver, de son côté, des établissements hôteliers devant être exploités durant le confinement sanitaire préventif au profit des

citoyens rapatriés". Assurant que les citoyens devant être placés en quatorzaine dans ces hôtels bénéficieront d'une prise en charge totale (restauration, désinfection, accompagnement médical...), Mme Moulay a précisé que 18 hôtels publics au niveau de 13 wilayas ont été mobilisés en coordination avec les départements concernés pour l'hospitalisation des patients covid-19 ayant besoins de soins particuliers afin d'éviter la surcharge des hôpitaux". "D'autres établissements hôteliers sont réservés au personnel médical et mis à la disposition des médecins, infirmiers entre autres travailleurs du secteur de la santé, en vue de leur offrir un accompagnement et de leur assurer les meilleures conditions pour l'accomplissement de leur mission", a-t-elle ajouté. Cette opération sanitaire de prévention contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus a vu, à ce jour, la participation de 2253 artisans à l'échelle nationale, à travers la confection de 16 millions de masques de protection, en sus de la garantie de 228.150 litres de produits de désinfection,

selon la même responsable. Le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial avait pris en charge 40 étudiants revenus de Wuhan (Chine), en début de la précédente opération, lancée le 2 février 2020. Ces derniers ont passé leur quatorzaine d'isolement sanitaire à l'hôtel El Raïs à Alger dans de très bonnes conditions. Aussi, plus de 9748 ressortissants algériens venus de plusieurs pays étrangers ont été hébergés au niveau de 63 hôtels publics et privés. "Les différents ministères concernés par cette opération procèdent à l'actualisation des listes de façon régulière, l'opération étant toujours en cours, vu la situation sanitaire que vit le pays, à l'instar des autres pays du monde", a observé Mme Moulay.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (MAE), Abdelaziz Benali Cherif avait indiqué, dimanche, que 5.458 ressortissants algériens bloqués dans 26 pays avaient été rapatriés depuis le 20 juillet à travers vingt (20) vols et deux (2) dessertes maritimes.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE Plus de 650.000 morts

La pandémie de nouveau coronavirus a fait plus de 650.000 morts dans le monde, dont près du tiers en Europe, depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un comptage réalisé par des médias, à partir de sources officielles lundi à 16H00 GMT.

Au total, 650.011 décès ont été recensés, pour un total de 16.323.558 cas (9.190.345 personnes sont considérées guéries).

Le nombre de morts a en revanche doublé en un peu plus de deux mois et plus de 100.000 nouveaux décès ont été enregistrés depuis le 9 juillet.

L'Europe reste le continent le plus touché en

nombre de morts (208.138), mais la pandémie progresse toujours rapidement en Amérique latine et dans les Caraïbes, où 184.307 décès étaient recensés. Les Etats-Unis sont eux le pays avec le plus lourd bilan (146.968 décès) devant le Brésil (87.004), le Royaume-Uni (43.752), le Mexique (43.680) et l'Italie (35.112).



USA

57.000 nouveaux cas et près de 680 morts en 24h aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont enregistré lundi un peu plus de 57.000 nouveaux cas de contamination au coronavirus en une journée, ainsi que 679 morts supplémentaires, selon le comptage à 20H30 (00H30 GMT jeudi) de l'université Johns Hopkins.

Ce bilan journalistique est légèrement inférieur à ceux enregistrés ces derniers jours. Durant douze jours consécutifs, jusqu'à dimanche, les nouvelles infections chaque

24 heures ont dépassé les 60.000 (dont trois jours à plus de 70.000). Et en fin de semaine dernière, le nombre de morts recensés avait dépassé la barre des 1.000 décès quatre jours de suite, ce qui n'était pas arrivé depuis fin mai. La légère baisse enregistrée dimanche et lundi pourrait être due aux remontées des autorités sanitaires locales, ralenties le week-end. Le nombre total de cas de Covid-19 diagnosti-

qués aux Etats-Unis dépasse les 4,28 millions (dont 1,32 millions de personnes déclarées guéries), et le pays déplore plus de 147.500 morts depuis le début de la pandémie, ce qui en fait de loin le plus endeuillé au monde. Après avoir connu une amélioration vers la fin du printemps, les Etats-Unis voient depuis plusieurs semaines l'épidémie repartir à la hausse, notamment dans le sud et l'ouest du pays.

INDE

Le bilan des décès passe à 33.425, avec un total de 1.483.156 infections

Le ministère indien de la Santé a annoncé mardi que 654 nouveaux décès liés au COVID-19 et 47.703 nouveaux cas positifs ont été signalés ces dernières 24 heures à travers le pays, portant le bilan des décès à 33.425 et celui des infections à 1.483.156. Selon des responsables du ministère, 952.743 personnes ont pu quitter l'hôpital après avoir constaté une amélioration de leur état.

Le nombre de cas actifs dans le pays à l'heure actuelle est de

496.988. Le gouvernement fédéral s'efforce actuellement d'augmenter la capacité de tests de COVID-19. Selon le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), au cours des trois derniers jours, le nombre de tests effectués s'est établi au-delà de 500.000 par jour. Le Premier ministre Narendra Modi a annoncé lundi que ce nombre augmenterait à un million par jour dans les semaines à venir.

RUSSIE

150 décès et 5.395 nouveaux cas signalés

La Russie a enregistré 5.395 nouveaux cas de Covid-19 et 150 décès liés à la maladie au cours des dernières 24 heures, a indiqué mardi le centre russe de réponse au coronavirus dans un communiqué. Ces nouveaux cas portent à 13.504 le nombre total des décès et à 823.500 le nombre global des

contaminations, selon le communiqué. Moscou, la région la plus touchée du pays, a signalé 674 nouveaux cas confirmés, portant son nombre total d'infections à 239.315. Selon le communiqué, 612.217 personnes se sont rétablies jusqu'à présent, dont 8.888 au cours de la dernière journée. En date de

lundi, 261.722 personnes étaient toujours placées sous observation médicale, tandis que plus de 273 millions de tests ont été effectués dans tout le pays, a déclaré mardi le Service fédéral russe de la protection des droits des consommateurs et du bien-être humain (Rosпотребнадзор).

CHINE

Un foyer diffuse le Covid-19 dans cinq régions dont Pékin

Des porteurs du nouveau coronavirus venus d'un foyer d'infection du nord-est de la Chine ont diffusé le Covid-19 dans cinq provinces au total, dont la capitale Pékin, ont indiqué mardi les autorités.

Cela fait plusieurs mois que le pays asiatique, où le virus a été repéré fin 2019, a largement endigué l'épidémie grâce au port du masque, à des confinements et au traçage des contacts. Aucun mort n'a ainsi été enregistré depuis mi-mai.

Mais ces derniers mois, de petits foyers d'infection à différents endroits du pays suscitent régulièrement l'inquiétude. La

Chine a ainsi fait état mardi de 68 nouveaux malades en 24 heures – la plus forte augmentation journalière depuis mi-avril. Parmi eux, 57 ont été recensés dans la région du Xinjiang (nord-ouest).

Une flambée de cas touche depuis quelques jours le chef-lieu Urumqi, où des millions d'habitants sont en train d'être testés. Six nouveaux malades ont également été enregistrés à Dalian, une ville portuaire de la province du Liaoning (nord-est). Un foyer a été repéré la semaine dernière dans une usine locale de traitement de fruits de mer. La cité de 6 mil-

lions d'habitants est l'une des deux villes-hôtes du championnat chinois de football, qui vient de reprendre ce week-end.

Avec les cas supplémentaires annoncés mardi, elle affiche désormais un total de 44 patients. Source d'inquiétude: ce foyer a contribué à diffuser le virus dans cinq provinces, dont celle du Fujian, située à plus de 1.200 km, ont indiqué mardi les autorités sanitaires. La flambée de cas à Dalian a également des répercussions pour Pékin. Un nouveau malade du Covid-19, lié à un porteur asymptomatique venu de la cité portuaire, y a été annoncé mardi. Il s'agit du

premier cas local enregistré dans la capitale depuis qu'un foyer épidémique y a été enrâyé début juillet. Face au danger, les autorités de Dalian avaient annoncé dimanche un dépistage massif des habitants. Elles ont indiqué lundi que 1,68 million de prélèvements avaient déjà été effectués. La situation reste pour l'instant largement maîtrisée au niveau national, avec seulement 391 malades traités dans l'ensemble du pays, a indiqué le ministère de la Santé.

Le total officiel de morts depuis le début de l'épidémie reste à 4.634.

CANADA

Vaste plan de 12 milliards de dollars en soutien à la santé

L'exécutif canadien a annoncé, lundi, avoir mobilisé un vaste financement de 12,3 milliards de dollars pour soutenir les priorités en matière de santé.

Le Canada consacre en effet 4,8 milliards de dollars au renforcement des capacités de dépistage du Covid-19 et de recherche des contacts, ainsi qu'à la gestion des données et

le partage des renseignements y afférents, a expliqué dans un communiqué la ministre de la Santé Patty Hajdu. Ce financement permettra d'assurer une capacité nationale de 200.000 tests par jour afin d'aider à gérer les éventuelles éclosoes de cas de Covid-19 durant l'année à venir. En outre, un montant de 7,5 milliards de dollars devrait permettre

l'acquisition d'équipements de protection individuelle. "Les sommes investies aideront à contenir les éclosoes du virus, car elles donnent l'accès à davantage de ressources pour le dépistage, l'échange de données sur la santé publique et la recherche des contacts", a indiqué la ministre, notant une augmentation des cas dans plusieurs parties

du pays. Ce financement fait partie des plus de 19 milliards de dollars annoncés à la mi-juillet par le Premier ministre Justin Trudeau, au titre du Cadre de relance sécuritaire. Pour avoir accès à ces fonds, chaque province et territoire devra préciser comment les fonds seront investis.

APS

BELGIQUE Couvre-feu décrété à Anvers face à une flambée des cas de coronavirus

La province belge d'Anvers (nord) a décidé lundi soir de décréter un couvre-feu qui sera mis en application entre 23h00 et 06h00, face à une hausse inquiétante des contaminations au coronavirus ces derniers jours. "Entre 23h00 et 06h00, les résidents devront rester à domicile à moins qu'un déplacement d'urgence soit nécessaire vers le travail ou l'hôpital", a annoncé la cellule de crise provinciale à l'issue d'une réunion consacrée à la définition de mesures à même de freiner la propagation de l'épidémie dans la province flamande. Parmi les autres mesures annoncées, figure également l'obligation du port du masque dans l'espace public et dans les endroits où la distance sociale d'1,5 mètre ne peut être respectée. Les sports de contact individuels seront interdits, tandis que les sports d'équipe sont encore tolérés pour les joueurs de moins de 18 ans.

Le télétravail devient en outre obligatoire à moins que cela soit absolument impossible.

Pour ce qui est des restaurants et cafés, la distance physique d'1,5 mètre devra être garantie à tout moment, à moins qu'une séparation physique sépare les clients. Dans certaines communes de la province, des mesures supplémentaires plus strictes sont prévues, à savoir l'interdiction d'organiser des événements ou des fêtes. De même, les salles de fêtes et les salles de fitness doivent fermer.

Ces mesures additionnelles seront d'application dans la ville d'Anvers, ainsi que dans plusieurs autres communes de la province.

"La situation épidémiologique dans la région d'Anvers nous oblige malheureusement à prendre des mesures supplémentaires", a déclaré la gouverneure de la province flamande, Cathy Berx, citée par les médias belges, incitant les habitants à "rester à la maison autant que possible" et les visiteurs à ne plus venir à Anvers. La province d'Anvers a concentré près de la moitié des nouvelles infections enregistrées en Belgique la semaine passée.

La Première ministre belge, Sophie Wilmès, qui a annoncé lundi une série de mesures supplémentaires contre le coronavirus à l'échelle nationale, a insisté pour que les autorités locales "agissent fermement". Les autorités locales belges peuvent désormais prendre des mesures spécifiques contre le coronavirus allant le cas échéant jusqu'au confinement.

MAROC

«La situation épidémiologique devient "inquiétante"» (Ministre de la santé)

La situation épidémiologique au Maroc liée à la pandémie de Covid-19 devient "inquiétante", compte tenu de l'augmentation des contaminations, des cas graves et des décès dus à la maladie, a affirmé lundi à Rabat le ministre de la Santé Khalid Ait Taleb.

"Le bilan des cas de contamination recensés en l'espace d'une semaine dépasse ce qui a été enregistré en quatre mois au Maroc", a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse au lendemain de la décision d'interdiction des déplacements de et vers huit villes du Royaume.

"Une situation inquiétante ne signifie pas pour autant hors-contrôle", a-t-il fait observer, tout en s'alarmant de la "flambée épidémique" de ces derniers jours, principale cause de la décision gouvernementale d'interdiction des déplacements de et vers certaines villes. Le responsable gouvernemental a relevé que depuis l'annonce de l'allègement progressif de l'état d'urgence sanitaire, les huit provinces et préfectures concernées par l'interdiction des déplacements (Tanger, Tétouan, Fès, Meknès, Casablanca, Berrechid, Settat et Marrakech), ont connu une hausse considérable des cas de contamination à la Covid-19.

ASTHME DE L'ENFANT ATTENTION AUX PRODUITS MÉNAGERS

Une exposition précoce aux composés volatils de certains produits ménagers augmente le risque, chez les enfants, de développer un asthme plus tard.

"L'utilisation fréquente de produits de nettoyage ménagers au début de la vie est associée à un risque accru de respiration sifflante et d'asthme infantile mais pas d'atopie à l'âge de 3 ans" viennent de conclure les chercheurs de l'Université de Vancouver (Canada) dans une étude publiée dans le *Journal of the Association médicale canadienne*.

UNE DES PRINCIPALES CAUSES D'HOSPITALISATION DES ENFANTS

La prévalence de l'asthme infantile a augmenté de façon constante au cours des dernières décennies et est désormais une cause majeure de maladies chroniques infantiles et d'admissions à l'hôpital dans les pays développés. C'est pourquoi les chercheurs se sont penchés sur l'impact de la pollution intérieure sur les poumons des enfants en suivant 3455 enfants recrutés dans des centres essentiellement urbains de 4 provinces canadiennes. Lorsque les nourrissons ont été âgés de 3 à 4 mois, leurs pa-



rents ont rempli un questionnaire sur l'exposition aux produits de nettoyage et ont indiqué à quelle fréquence, en moyenne, ces produits étaient utilisés à la maison. La plupart des nourrissons n'étaient pas exposés au tabagisme passif et n'avaient pas de parents asthmatiques. Les nourrissons, qui passent 80 à 90 % de leur temps à l'intérieur, sont particulièrement vulnérables à l'exposition à des produits chimiques, qui atteignent leurs poumons et leur peau, en raison de leur taux de respiration plus élevé et de leur contact régulier avec les surfaces domestiques "expliquent les chercheurs.

"Un mécanisme proposé pour nos résultats est que les produits chimiques des produits de nettoyage endommagent l'épithélium respiratoire en affectant les voies inflammatoires du système immunitaire inné plutôt que les voies allergiques" concluent les chercheurs, qui ont également noté dans leur étude que les filles semblaient plus vulnérables que les garçons.

ASTHME : LES TRAITEMENTS RALENTIRAIENT LA CROISSANCE

Une étude menée auprès de 12 000 jeunes Finlandais a montré que ceux qui avaient utilisé des corticoïdes inhalés pour traiter leur asthme avaient des retards de croissance.

Les corticoïdes inhalés sont essentiels dans le traitement de fond des enfants (et des adultes) qui souffrent d'un asthme persistant. Pris tous les jours, ils réduisent l'inflammation des bronches et améliorent le passage de l'air. Ils présentent moins de risques d'effets secondaires que les corticoïdes pris en comprimés mais sur le long terme, ils

provoqueraient un retard de croissance chez les enfants. Une étude présentée au congrès de la Société européenne d'endocrinologie pédiatrique qui se tient actuellement à Barcelone et menée auprès de 12 000 jeunes Finlandais, indique que les enfants de moins de 2 ans qui inhalent quotidiennement des corticoïdes pour soigner leur asthme montrent des signes de retard de croissance quelques années plus tard.

Selon le Dr Antti Saari, de l'Université de Finlande qui a dirigé cette étude, si ce retard de croissance n'est pas décelé à

temps, il peut aboutir à un déficit de croissance de 3 cm à l'âge adulte. Il estime que les médecins devraient y réfléchir à deux fois avant de prescrire des corticoïdes inhalés aux tout jeunes enfants. Certains médecins tempèrent les résultats de cette étude en soulignant que ces médicaments sont cruciaux pour la réduction et le contrôle des crises d'asthme et que leur impact sur la taille des enfants était relativement mineur comparé aux bénéfices sur la santé. "Un ralentissement de la croissance est finalement un petit prix à payer pour des

médicaments qui peuvent sauver la vie de votre enfant" a déclaré le Dr Samantha Walker, directeur de recherche sur l'asthme en Grande-Bretagne.

L'asthme touche entre 7 et 15% des enfants. Le traitement de l'asthme repose sur un traitement des crises et un traitement de fond pour éviter que de nouvelles crises surviennent. Ce traitement consiste essentiellement à augmenter le calibre des bronches grâce à des broncho-dilatateurs et de diminuer l'inflammation grâce à des anti-inflammatoires.

TRAITEMENT DE L'ASTHME : LES MÉDICAMENTS DE BASE

Les médicaments permettent aujourd'hui de bien vivre avec son asthme. A condition de bien suivre les prescriptions du médecin et d'avoir toujours son traitement à portée de main.

• Les broncho-dilatateurs d'action rapide et de courte durée sont le plus souvent inhalés (Salbutamol, Terbutaline).

• Pris en cas de crises d'asthme, ils entraînent aussitôt un relâchement des muscles des parois des bronches qui permet à l'air de mieux circuler et donc soignent les crises légères instantanément.

• Les corticoïdes (dérivés de la cortisone) inhalés constituent la base du traitement de fond.

Ces médicaments (Béclométasone, Budésonide) tapissent les parois des bronches et diminuent l'inflammation. Ils agissent de

façon progressive mais durable à condition d'être pris tous les jours pendant plusieurs mois ou années, même si tout semble aller bien. En cas de crise sévère, ils peuvent aussi être associés aux bronchodilatateurs de courte durée, ou prescrits sous forme de comprimés, de gouttes ou d'injections.

LE MOT CORTISONE CONTINUE DE FAIRE PEUR

"A tort, lorsqu'ils s'agit de produits inhalés, car les doses sont alors infimes (microgrammes) et seuls 10 % des principes actifs vont passer dans la circulation sanguine. Tout au plus, certains enfants atteindront-ils leur taille adulte un peu plus tard que les autres", précise le Dr Noent-Éjaini, pneumologue au Centre hospitalier de la Côte basque. Quant au risque accru de mycoses



buccales, on le prévient en se rinçant la bouche après chaque inhalation.

• Les bronchodilatateurs de longue durée d'action (Formotérol, Salmétérol) peuvent être ajoutés deux fois par jour aux corticoïdes inhalés, en traitement de fond, quand l'asthme n'est pas bien stabilisé. Ils agissent pendant 12 heures.

• Les anticorps monoclonaux (omalizumab) sont des comprimés anti-inflammatoires prescrits en traitement de fond, en complément des corticoïdes inhalés quand les signes de l'asthme ne sont pas bien contrôlés et dans le traitement préventif de l'asthme d'effort.

• Les anticorps monoclonaux (omalizumab) sont des médicaments injectables sur prescription spécialisée, réservés au traitement de fond des asthmes allergiques sévères.

Traitement de l'asthme : comment prévenir et limiter les crises ?

Certains asthmatiques prennent un traitement tous les jours, voire plusieurs fois par jour, d'autres uniquement en certaines occasions. Mais l'objectif est toujours le même : contrôler la maladie pour prévenir ou limiter les crises.

Schématiquement, le traitement de l'asthme repose sur des médicaments symptomatiques (bronchodilatateurs de courte durée) pour soulager la gêne respiratoire. Et en cas d'asthme persistant, on ajoute un traitement de fond (corticoïdes inhalés seuls ou en association avec des bronchodilatateurs de longue durée) à prendre au long cours pour prévenir les crises et l'évolution vers une insuffisance respiratoire irréversible.

TROUVER LA DOSE MINIMALE EFFICACE
Ensuite, le nombre de prises et la dose dépendent de chacun, de ses antécédents, de la sévérité de sa maladie, de la façon dont elle est contrôlée, des facteurs environnementaux... Et à chaque nouvelle consultation, le médecin s'efforce de trouver la dose minimale efficace.

Une personne asthmatique doit avoir en permanence son traitement avec elle, mais aussi une boîte d'avance chez elle, ainsi qu'une ordonnance du médecin qui précise comment et à quel moment ajuster son traitement, appeler le médecin ou les services d'urgence en cas de crise (Plan d'Action Personnalisé Écrit). Si le malade a oublié son bronchodilatateur, le pharmacien lui en délivrera un, en attendant qu'il revienne avec une ordonnance.

5 RÈGLES À SUIVRE EN CAS DE CRISE
Prendre aussitôt une bouffée de bronchodilatateurs (inhalateur généralement bleu), puis une autre 30 secondes plus tard. S'asseoir bien droit et rester calme
Respirer lentement et régulièrement pendant 3 minutes
S'il n'y a pas d'amélioration : reprendre 2 bouffées de bronchodilatateur, jusqu'à 10 bouffées toutes les 20 minutes (3 fois en 1 heure)
Si la crise persiste, prendre le corticoïde prescrit par le médecin
Appeler le 15 ou le 112 et continuer de prendre le bronchodilatateur en attendant l'arrivée des secours.

LE TABAGISME DU PÈRE IMPLIQUÉ DANS L'ASTHME DE L'ENFANT

Les futurs pères devraient arrêter de fumer avant la conception d'un enfant, selon une nouvelle étude scientifique norvégienne. En effet, la consommation de cigarettes favorise le développement de l'asthme chez les petits.

Le tabagisme même du père a des conséquences négatives sur la santé de l'enfant, selon les résultats d'une étude présentée au Congrès de la Société européenne de pneumologie (European Respiratory Society - ERS) de Munich. En effet, fumer des cigarettes avant la conception d'un bébé augmente les risques qu'il soit asthmatique plus tard. Les chercheurs de l'Université de Bergen ont réalisé une étude sur 13 000 hommes et femmes pour comprendre les liens entre le tabagisme des pères et l'asthme non-allergique des enfants. L'asthme, c'est une maladie chronique qui se caractérise par des difficultés à respirer, accompagnées, ou non, d'une toux sèche, et de crises d'essoufflement avec une respiration sifflante. La fréquence et l'intensité des crises varie dans le temps et d'une personne à l'autre. Les symptômes peuvent ainsi se manifester plusieurs fois par jour ou par semaine, comme deux fois par an, survenir sans cause précise, s'aggraver au cours des efforts physiques ou la nuit. Première maladie chronique de l'enfance, l'asthme touche un enfant sur dix,



à sa fréquence a doublé en quinze ans. Les résultats de cette enquête révèlent que l'asthme non allergique est significativement plus fréquent chez les enfants dont le père a fumé avant la conception. Ce risque augmente avec la précocité (début du tabagisme avant 15 ans) et la durée du tabagisme du père.

"C'est la première étude à regarder l'effet des antécédents de tabagisme, avant la conception, sur la santé respiratoire de l'enfant", explique le Dr Cécile Svanes, co-auteur de l'étude.

"Compte tenu des résultats originaux de cette enquête, nous pouvons présumer que l'exposition à tout type de pollution de l'air, (produits

chimiques professionnels), peuvent également avoir des effets négatifs sur la santé des enfants. Il est important que les professionnels de la santé se concentrent sur des interventions ciblant les jeunes hommes et les avertissant des dangers du tabagisme et d'autres expositions à leurs enfants et à leurs enfants", conclut la chercheuse.

UN RÉGIME MÉDITERRANÉEN RICHE EN POISSON GRAS RÉDUIRAIT LES SYMPTÔMES

Un régime méditerranéen supplémenté en poisson gras aiderait à soigner l'asthme de l'enfant, grâce aux propriétés anti-inflammatoires et immunomodulatrices des oméga-3, selon des chercheurs australiens.

On ne compte plus les bienfaits du régime méditerranéen. S'il diminue le risque d'infarctus, de diabète et de dépression, ou encore protège contre la pollution et le déclin cognitif, il aiderait également à lutter contre l'asthme chez l'enfant. C'est ce qu'ont découvert les chercheurs de l'Université de La Trobe (Australie). Selon eux, un régime méditerranéen complété par deux repas hebdomadaires contenant du poisson gras permettrait de réduire l'inflammation des voies respiratoires. Les résultats de leurs recherches ont été publiés le 30 octobre dans The Journal of Human Nutrition and Dietetics.

On ne compte plus les enfants est le trouble respiratoire le plus répandu au monde. En France, au moins 10 % des plus jeunes en souffriraient. Cette maladie chronique est par ailleurs l'une des principales causes d'hospitalisations et de l'absentéisme scolaire chez cette population. Les chercheurs australiens se sont penchés sur les propriétés anti-inflammatoires et immunomodulatrices des acides gras oméga-3, et sur leur efficacité dans le cadre du traitement de l'asthme.

Pour ce faire, les scientifiques ont étudié pendant six mois 64 enfants, âgés de 5 à 12 ans et souffrant d'asthme léger. Ils ont séparé les



enfants en deux groupes. La moitié mangeait chaque semaine, dans le cadre du régime alimentaire méditerranéen, deux repas contenant du poisson gras cuit (150 grammes au moins). L'autre moitié suivait son régime alimentaire habituel. Dans le même temps, leurs fonctions pulmonaires et leur niveau d'inflammation bronchique ont été mesurés. À la fin de l'essai, les chercheurs ont découvert que les enfants asthmatiques qui ont suivi un régime méditerranéen sain enrichi en poissons gras avaient significativement amélioré leurs fonctions pulmonaires, contrairement au groupe témoin. « Nous savons déjà qu'un régime riche en graisses, en sucre et en sel peut influencer le développement et la progression de l'asthme chez les enfants et nous avons maintenant la preuve qu'il est également possible de gérer les symptômes de l'asthme en

mangeant sainement », déclare sur le site de l'Université de La Trobe Maria Papatheo, chercheuse principale de l'étude.

« Le taux d'asthme dans le monde reste élevé. Nous devons impérativement identifier de nouvelles thérapies que nous pourrions utiliser parallèlement aux médicaments conventionnels pour l'asthme », estime quant à lui Bircan Erbas, épidémiologiste des maladies respiratoires allergiques qui a supervisé l'étude. La régime méditerranéen riche en poissons gras et en légumes, et la chercheuse Catherine Ispoglou ajoute, toujours sur le site : « Suivre un régime méditerranéen traditionnel riche en aliments à base de plantes et de poissons gras pourrait être un moyen facile, sûr et efficace de réduire les symptômes d'asthme chez les enfants ». De plus amples recherches sont néanmoins nécessaires pour renforcer ces résultats, précisent les chercheurs.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT Les experts indépendants valident la disculpation d'Adesina

Le panel d'experts indépendants dirigé par Mary Robinson a validé lundi la disculpation totale du président de la Banque africaine de développement (BAD) Akinwumi Adesina d'accusations de mauvaise gestion par le comité d'éthique interne, selon son rapport.

"Le panel est d'accord avec le comité (d'éthique de la BAD) dans ses conclusions sur les allégations contre le président et estime qu'elles ont été correctement examinées et rejetées par le comité", conclut le panel dans son rapport adressé lundi à la BAD.

Ce panel de trois experts, dirigé par l'ancienne présidente irlandaise Mary Robinson, avait été chargé début juillet par le conseil des gouverneurs de la BAD d'une "revue indépendante" sur le travail du comité d'éthique de l'institution basée à Abidjan, qui avait totalement blanchi M. Adesina de multiples et embarrassantes accusations portées par des "lanceurs d'alerte" anonymes.

Ce feuilleton médiatico-financier qui dure depuis avril, lorsque les accusations ont fuité dans les médias, a déstabilisé l'institution panafricaine de développement, et particulièrement son président, élu en 2015 et seul candidat à sa succession, prévue fin août.

M. Adesina, 60 ans, ancien ministre de l'Agriculture du Nigeria, s'est dès le début vigoureusement défendu, rejetant en bloc toutes les accusations et clamant son "innocence".

Le panel, dirigée par Mme Robinson, avocate de profession qui a aussi été Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme de 1997 à 2002, a considéré que les seize accusations qui visaient M.

Adesina avaient été correctement examinées par le comité d'éthique de la BAD, au regard des règlements et procédures internes de la Banque, considérant notamment que les lanceurs d'alerte n'avaient pas apporté de preuves.

Mais Mme Robinson et les deux autres experts, le magistrat gambien Hassan B. Jallow et le Sud-Africain Leonard F. McCarthy, ancien vice-président pour l'intégrité à la Banque mondiale, n'ont pas enquêté sur les accusations elles-mêmes, ce qui n'était pas leur mandat.

Les lanceurs d'alerte, qui se présentaient comme des "employés préoccupés de la BAD", accusaient M.

Adesina d'enrichissement personnel, de favoritisme dans de nombreuses nominations de hauts responsables, en particulier de compatriotes nigériens, d'avoir nommé ou promu des personnes soupçonnées ou reconnues coupables de fraude ou de corruption, ou encore de leur avoir accordé de confortables indemnités de départ sans les sanctionner.

TCHAD L'ex-maire de N'Djamena mis en examen pour détournement de fond

L'ex-maire de N'Djamena, Saleh Abdelaziz Damane, a été arrêté et écroué à la maison d'arrêt de la capitale tchadienne, ville qu'il dirigeait encore fin juin, a affirmé lundi le Premier substitut du procureur.

"Une plainte a été déposée par l'Inspection générale du contrôle d'Etat pour détournement, abus de fonction et corruption en lien avec le marché public", a indiqué le Premier substitut, Gérard Nedeou.

Le maire, qui avait été remplacé à la tête de la municipalité le 30 juin par son premier adjoint, Oumar Boukar, était en garde à vue depuis le 25 juillet.

Selon un responsable de la mairie qui a réclamé l'anonymat, le délégué général du gouvernement avait suspendu le maire pour sa mauvaise gestion du budget qui avait été débloqué par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Saleh Abdelaziz Damane avait été élu en 2012, avant d'être suspendu une première fois en 2014, avant d'être renommé à la tête de la ville en 2018.

APS

TUNISIE Mechichi opte pour un gouvernement de compétences nationales

Hichem Mechichi, chargé par le président tunisien Kaies Saïed de former un nouveau gouvernement a opté pour le choix d'un gouvernement de compétences nationales avec un nombre "réduit" de portefeuilles, rapportent lundi des médias tunisiens citant des sources proches de Mechichi.

"Hichem Mechichi, aura, selon ces sources, décidé de former un gouvernement restreint, avec un minimum de ministres et exclusivement composé de technocrates.

M. Mechichi aurait, en effet, décidé de ne confier aucun portefeuille aux partis", rapporte un journal électronique tunisien.

Selon la même source, le nouveau chef du gouvernement qui a entamé officiellement dimanche les concertations, dispose de trois jours pour remettre la liste de son équipe au président Saïed, qui à son tour doit la soumettre à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) pour un vote de confiance.

Faute de quoi la Constitution autorise le chef de l'Etat à dissoudre l'assemblée et de convoquer de nouvelles législatives.

Mechichi, dont le nom ne figure pas parmi les noms proposés par les formations politiques au président Kaies Saïed, aurait aussi privilégié l'option d'un gouvernement de compétences nationales pour "gagner du temps" et remettre "le plus tôt possible" la liste des personnalités choisies au président Saïed, estiment de nombreux observateurs de la scène politique tunisienne. Dans ce sens, les analystes politiques affirment que la "déclaration de Mechichi succédant sa réception pour la lettre de mission conforte largement ce choix en ce sens qu'il n'en a mis en avant que le fait de servir les Tunisiens et de répondre à leurs attentes et aspirations". "Je m'engage à tout



mettre en œuvre pour former un gouvernement répondant aux attentes des Tunisiens et à leurs aspirations légitimes", a indiqué M. Mechichi en recevant la lettre de mission des mains du président Saïed. Dans ce contexte, de nombreuses voix ont appelé le successeur d'Elyes Fakhfakh à opter pour un gouvernement de compétences nationales "loin des tendances politiques". C'est le cas notamment du parti du Courant démocrate, disposant de 22 sièges au Parlement, et qui a appelé ouvertement M. Mechichi à "opter pour des compétences nationales et ne pas faire des concessions dans le but d'obtenir le vote de confiance du parlement".

De son côté, l'ancien ministre des Affaires locales dans le gouvernement Fakhfakh, a exhorté le nouveau chef du gouvernement "à privilégier un gouvernement de com-

pétences seul capable de sauver le pays et de réaliser les aspirations du peuple".

La dissolution de l'ARP un scénario plus que jamais plausible

La désignation de Hichem Mechichi en tant que chef du gouvernement par le président Kaies Saïed sans que son nom figure sur les noms proposés par les formations politiques est pour beaucoup un "pas vers la dissolution de l'actuelle assemblée". "En évoquant la nécessité de revoir la légitimité lors de sa désignation pour Mechichi, le président de la République a officiellement annoncé le passage à la troisième République", a dit un ancien député, Sahbi Be Fraj, estimant que Saïed "vise la dissolution du Parlement". Le Président Saïed a déjà menacé par le passé de dissoudre le Parlement, en affirmant qu'il n'hésiterait pas à recourir à tous

les moyens juridiques pour sauver les institutions de l'Etat". Ainsi, le scénario de la dissolution du Parlement se précise de plus en plus avec le choix de Mechichi pour un gouvernement de compétences, signifiant de "fâcher" le parti Ennahdha disposant d'une majorité relative au sein de l'ARP.

L'option de Saïed pour une personnalité indépendante a été interprétée aussi comme étant une "provocation à l'endroit du parti de Ghannouchi".

La dissolution du Parlement s'annonce aussi comme une "évidence" pour beaucoup d'observateurs, et ce, compte tenu de la "crise" qu'il traverse présentement.

En effet, une motion a été signée par plus de 73 députés pour "réclamer le départ de Rached Ghannouchi", président de l'ARP, dont le sort sera connu le 30 du mois en cours.

MALI Désignation d'un gouvernement restreint pour négocier la formation d'un gouvernement d'union nationale

Le président malien Ibrahim Boubacar Keita a décidé lundi de constituer un gouvernement de six membres autour du Premier ministre Boubou Cissé et de lui confier la mission de négocier la formation d'un gouvernement d'union nationale, conformément aux recommandations faites dans la journée par un sommet de l'Afrique de l'Ouest.

"Pour une mise en application des recommandations des chefs d'Etat de la Cédéao faites lors du sommet extraordinaire de ce lundi (...), le président de la république a décidé de former une équipe ministérielle restreinte dont la mission est de négocier avec les parties prenantes, et ce en vue de la formation d'un gouvernement d'union natio-

nale à même de contribuer à l'apaisement de la situation", a déclaré à la télévision la secrétaire générale de la présidence malienne, Kamissa Camara. "Ce gouvernement est constitué des ministères régaliens suivants : la Défense, la Justice, la Sécurité, l'Administration territoriale, les Affaires étrangères et l'Economie et les Finances", a ajouté Mme Camara en ouverture du journal du soir de la chaîne publique OR TM.

Sur proposition du Premier ministre, reconduit le 11 juin dans ses fonctions après la démission du gouvernement, à la suite d'élections législatives, le chef de l'Etat a nommé ministre de la Défense le général de division Ibrahim Dahirou Dembélé, très apprécié des troupes et déjà membre du précédent gouver-

nement. Le portefeuille de l'Administration territoriale reste aux mains de Boubacar Alpha Bah.

Le ministère de la Sécurité et de la protection civile est confié au général de division Bemba Moussa Keita, jusque-là chargé de la réforme du secteur de la sécurité.

L'avocat et homme politique Kassoum Tapo devient ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des sceaux, tandis que le chef de la diplomatie sortant, Tiébilé Dramé, conserve les Affaires étrangères.

Un banquier à la retraite, Abdoulaye Daffé, considéré comme étant proche du Chérif de Nioro - le mentor de la figure de proue de la contestation, l'imam Mahmoud Dicko - obtient l'Economie et les Finances.

LIBAN - ISRAËL

Le Premier ministre libanais condamne une "dangereuse escalade" israélienne

Le Premier ministre libanais a condamné mardi une "dangereuse escalade militaire" au lendemain de tirs d'artillerie israéliens sur un secteur frontalier dans le sud du Liban.

"Israël a une fois de plus violé la souveraineté du Liban (...) lors d'une dangereuse escalade militaire", a déploré Hassan Diab sur Twitter.

Il s'agit de la première réaction officielle du gouvernement libanais aux bombardements de lundi à la frontière israélo-libanaise.

La Finul, force de maintien de la paix de l'ONU dans le sud du Liban, a appelé à "la plus grande retenue", indiquant avoir ouvert une enquête.

Le Premier ministre libanais a affirmé mardi qu'Israël cherche à "changer les règles" établies depuis



la dernière agression militaire israélienne en 2006 et de faire pression pour modifier le mandat de la Finul dont le mandat expire fin août.

CHINE

Suspension des accords d'extradition entre Hong Kong et trois pays occidentaux

La Chine a annoncé mardi la suspension des accords d'extradition entre Hong Kong et trois pays occidentaux (Canada, Australie, Royaume-Uni) qui avaient critiqué la loi sur la sécurité dans le territoire autonome entrée en vigueur depuis le 30 juin.

"La Chine a décidé de suspendre les traités d'extradition entre Hong Kong et le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni, ainsi que les accords

de coopération en matière de justice pénale", a déclaré lors d'une conférence de presse régulière Wang Wenbin, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Plusieurs pays occidentaux, les Etats-Unis en tête, ont appelé la Chine à "revenir" sur sa loi sur la sécurité nationale à Hong Kong.

Selon la Chine, cette nouvelle législation vise à assurer la stabilité, de

mettre fin au vandalisme ayant émaillé les manifestations de 2019 dans la région.

Depuis 1997, Hong Kong jouit d'une large autonomie par rapport à la Chine continentale dirigée par le Parti communiste.

Ses habitants bénéficient notamment de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et d'une justice indépendante.

HONG KONG

L'UE va limiter les exportations d'équipements utilisables pour la surveillance

L'Union européenne va limiter les exportations d'équipements utilisables pour la surveillance à Hong Kong pour dénoncer l'application de la loi sur la sécurité imposée par Pékin, a indiqué mardi une source diplomatique à Bruxelles.

La mesure et un certain nombre de dispositions pour soutenir la population de Hong Kong doivent être formellement adoptées mardi soir par les Etats membres.

Elles avaient été discutées par les ministres des Affaires étrangères de l'UE lors d'une réunion à Bruxelles le 13 juillet.

L'application de la loi sur

la sécurité imposée par Pékin à Hong Kong va avoir "un impact" sur les relations de l'UE avec la Chine, avait annoncé le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell.

Les Européens ont coordonné leur action et le train de mesures a été élaboré par les ambassadeurs des Etats membres à Bruxelles et soumis pour approbation aux capitales, a-t-on expliqué de source diplomatique.

Ces mesures doivent avoir "avoir un impact sur les exportations d'armes, y compris celles à double usage, civil et militaire.

Nous considérons lo-

gique de traiter Hong Kong de la même manière que la Chine continentale, qui est déjà frappée par ce genre de mesures", avait insisté le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas lors de la réunion avec ses homologues.

Un volet des mesures approuvées mardi par l'UE vise à soutenir la population de l'ancienne colonie britannique et lui permettre de se rendre facilement en Europe grâce à l'octroi de visa, de bourses et d'échanges d'universitaires, a-t-on précisé.

La Chine a annoncé mardi la suspension d'accords d'extradition entre

Hong Kong et trois pays occidentaux (Canada, Australie, Royaume-Uni) critiques envers les actions de Pékin à Hong Kong.

La loi sur la sécurité nationale imposée par le régime communiste de Pékin est en vigueur depuis le 30 juin.

Elle sanctionne "la subversion, la sécession, le terrorisme et la collusion avec les forces étrangères" pour réprimer la contestation dans le territoire autonome.

Elle fait craindre à l'opposition démocrate locale un grave recul des libertés en vigueur dans ce territoire de 7,5 millions d'habitants, rendu à la Chine en 1997.

AFGHANISTAN

Les Etats-Unis accusés par les talibans d'entraver le processus de paix

Les Etats-Unis ont été accusés par les talibans afghans d'entraver le processus de paix en Afghanistan avec notamment leurs frappes aériennes, rapportent des médias. Les "attaques de drones, bombardements, raids et tirs d'artillerie pour des raisons injustifiables ne servent les intérêts de personne... Au contraire, ces actions sont contreproductives", a déclaré selon les médias, un "chef" taliban, "Haibatullah Akhundzada" dans un message.

S'ils ont interrompu leur offensive contre les insurgés talibans depuis la signature d'un accord avec les talibans en février, les Etats-Unis continuent de mener des frappes aériennes pour défendre les forces afghanes face aux attaques des insurgés.

Le nombre de frappes n'est cependant pas connu, l'armée américaine ayant officiellement cessé de rendre ces chiffres publics il y a quelques mois.

Les talibans ont eux aussi interrompu leurs attaques contre les troupes américaines en Afghanistan mais ont intensifié leurs violences contre les forces afghanes à travers le pays.

Dans un vidéo publiée sur Twitter mardi, le général Scott Miller, commandant des forces américaines et de l'Otan dans le pays, a réitéré la volonté américaine de "soutenir les forces afghanes en ces temps incertains, tout en continuant à défendre nos partenaires".

L'accord américano-taliban prévoit le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan d'ici mai 2021 en échange notamment de "garanties" sécuritaires de la part des insurgés et de l'ouverture de négociations de paix avec le gouvernement afghan. Les talibans demandent au gouvernement afghan de libérer 5.000 insurgés en échange de 1.000 membres des forces afghanes.

Le gouvernement a déjà libéré la plupart de ces 5.000 prisonniers, mais, selon les services de renseignements afghans, certains "retournent sur le champ de bataille".

Les talibans se sont dits prêts à des discussions avec le gouvernement afghan le mois prochain, après l'Aïd al-Adha, si l'échange est achevé.

FRANCE

Foire et salons professionnels rouvriront le 1er septembre

Les foires et les salons professionnels, annulés ou reportés en raison de la pandémie de Covid-19, pourront reprendre à partir du 1er septembre en France, a annoncé lundi le ministre délégué au Commerce extérieur et à l'attractivité, Franck Riester.

"La décision a été prise en Conseil de défense (vendredi dernier) de permettre à partir du 1er septembre l'organisation à nouveau de foires et de salons professionnels (...) en respectant les consignes de sécurité sanitaires", a déclaré le ministre à la presse, après avoir reçu différents représentants du secteur à Paris.

"Bien évidemment, cela évoluera peut-être en fonction de l'évolution de l'épidémie", a-t-il souligné, précisant que les lieux accueillant ce type d'événements "allaient être rouverts, y compris" ceux "permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes".

"C'est un secteur d'activité essentiel à la relance (...) Pour qu'elle porte un maximum de fruits, la relance doit pouvoir être une relance de commerce extérieur et d'activité à l'international", a insisté M. Riester.

Selon lui, 34 millions d'euros directs et indirects sont générés par l'activité de ces foires et de ces salons professionnels.

"L'idée c'est de trouver des leviers pour mieux identifier, attirer et accueillir les professionnels du monde entier dans nos salons et foires internationales en France, a-t-il encore dit.

IRAN

L'Iran va poursuivre son programme nucléaire pacifique en accord avec le règlement de l'AIEA

L'Iran va poursuivre son programme nucléaire pacifique en accord avec le règlement de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi cité lundi par l'agence de presse semi-officielle Fars.

"L'Iran est un membre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et son programme nucléaire est mené en coordination

avec le règlement de l'AIEA", selon M. Araghchi.

"En tant que pays responsable, l'Iran a supprimé toutes les ambiguïtés et les fausses informations sur son programme nucléaire", a-t-il indiqué.

"Quand nos intérêts au Plan d'action global commun (JCPOA) seront servis, nous serons prêts à reprendre tous nos engagements au JCPOA", a-t-il affirmé.

A la suite du retrait américain du

JCPOA en mai 2018, l'Iran a régulièrement abandonné certaines de ses obligations dans le cadre de l'accord.

Le pays a annoncé la dernière étape de son désengagement en janvier.

Les responsables iraniens ont soutenu que l'Iran était disposé à reprendre ses engagements à l'accord sur le nucléaire de 2015 si les Européens respectaient leurs promesses d'aider l'Iran à obtenir des bénéfices économiques dans le cadre du pacte.

LIVRE-PARUTION

L'écrivain et homme politique Karim Younes présente ses derniers ouvrages

L'écrivain et homme politique Karim Younes a présenté lundi à Alger ses deux derniers ouvrages, le roman "Paradis artificiels" œuvre romanesque relatant un drame personnel, et "De nos montagnes aux coulisses de l'ONU", au contenu historique, dans lequel il revient sur le génie de la diplomatie algérienne et son rôle prépondérant dans l'aboutissement de la lutte armée et du combat légitime pour l'indépendance de l'Algérie.

"Paradis artificiels" dernier roman de Karim Younes, publié chez Dalimien et présenté à la librairie "Point virgule", relate en 143 pages un drame vécu par l'auteur et qu'il a écrit, a-t-il dit, à l'encre de ses propres larmes".

Foudroyé par une crise d'épilepsie, son fils bien aimé, qui attendait le métro sur le quai pour se rendre à son lieu de travail, tombe dans la fosse, avant d'être sauvé in extremis par deux individus d'origine africaine, ouvrant grand le champ aux communautés africaines établies en France qui s'invitent dans le récit de Karim Younes.

Dans un élan romanesque, fait de métissage, de brassage de sentiments douloureux, nostalgiques et parfois contradictoires, l'insoutenable poids de la culpabilité agrippée à jamais comme une chimère plane au dessus des lignes, se faisant nettement ressentir.

Karim Younes a également présenté son dernier livre d'histoire "De nos montagnes aux coulisses de l'ONU", paru



récemment aux éditions Anep (Entreprise nationale de Communication, d'Édition et de Publicité), et qui se présente comme un "éclairage sur l'ensemble des questions que suscite l'apport de la diplomatie algérienne" dans les différentes étapes de la lutte armée et du combat politique, estime dans sa préface l'ancien ambassadeur, ancien ministre et secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Hassen Rabehi. Dans cet ouvrage historique, l'auteur revient sur les prémices du mouvement de résistance politique qui a donné lieu à un élan diplomatique ininterrompu, notamment du temps de l'Emir Khaled

(1875-1936), fin stratège au fait des "idées et courants de pensée (...) et de la géopolitique du début du XXe siècle".

Il évoque également les massacres du 8 mai 1945 qui ont renforcé la nécessité absolue de s'affranchir du statut de colonisé, et amené le déclenchement de la révolution de 1954, mobilisant l'action déterminante de la diplomatie algérienne".

"De nos montagnes aux coulisses de l'ONU" se réfère sur une chronologie des événements diplomatiques marquants de 1919 à 1962 et un album photos illustrant les grands moments de la diplomatie algérienne. Né en 1948

à Bejaïa, Karim Younes, diplômé de l'Université d'Alger, compte à son actif plusieurs ouvrages dont, "De la Numidie à l'Algérie-Grandeurs et Ruptures" (2012), "Aux portes de l'avenir : Vingt siècles de résistance, Cinquante ans d'indépendance" (2014), "La chute de Grenade ou la nouvelle géographie du monde" (2015) et "Les Eperons de la conquête ou l'impossible oubli" (2017). Cadre supérieure de la Nation, il a été ministre de la Formation professionnelle puis président de l'Assemblée populaire nationale avant d'être nommé en février dernier au poste de Médiateur de la République.

ORAN

Classement du théâtre régional "Abdelkader Alloula" patrimoine national

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a annoncé, lundi à Oran, qu'une décision est prise pour le classement du théâtre régional "Abdelkader Alloula" comme patrimoine national.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection à Oran, Mme Bendouda a indiqué qu'une décision est prise pour classer le théâtre régional "Abdelkader Alloula" d'Oran patrimoine national et d'accélérer l'entretien des motifs artistiques qui garnissent la toiture de cette bâtisse et qui représentent des symboles architecturaux de cette structure culturelle.

Les motifs feront l'objet d'entretien et de maintenance en partenariat avec la République tchèque.

Le projet sera activé après la fin de la conjoncture sanitaire résultant de la pandémie du coronavirus, a déclaré la ministre.

En attendant, un travail d'urgence sera effectué par les étudiants des Beaux arts pour la protection de ces œuvres, a-t-elle fait savoir Dans le cadre du partena-

riat avec la République tchèque, le ministère de la Culture et des Arts envisage de moderniser le musée nation al "Ahmed Zabana" suivant les normes internationales, a fait part Malika Bendouda, notant que cette coopération devra également donner lieu à la modernisation de la bâtisse pour en faire un modèle en Algérie avec un nouveau look, d'autant qu'Oran abritera les Jeux méditerranéens en 2022.

S'agissant du projet d'aménagement du Palais de la culture d'Oran, la ministre a insisté en l'inspéctant sur l'accélération des travaux pour livrer cet édifice culturel dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, elle a annoncé que le secteur de la culture à Oran sera doté du centre des congrès implanté à haï Es-sabah qui sera reconverti en centre culturel comprenant une médiathèque et une maison de l'artiste, dans le but de relancer la culture et l'art dans la wilaya.

Malika Bendouda a également souligné que le ministère de la Culture et des Arts oeuvre à encourager les initiatives d'investisseurs privés et à créer des in-

vestissements culturels dans les grandes villes et aider les jeunes porteurs de projets pour les concrétiser, en plus de la création de comités de suivi.

La ministre a suivi des exposés sur le musée national "Ahmed Zabana" et le théâtre régional "Abdelkader Alloula" avant d'honorer cinq (5) artistes, en l'occurrence le chanteur Houari Benchenat, le poète Touahri Tahar, le romancier Rouane Ali Cherif, la comédienne Khadija Bendes et le dramaturge Medjahri Misoum. Malika Bendouda a également inspecté l'école des Beaux-arts et l'Institut régional de musique, avant de s'enquérir de visu du projet de réhabilitation du Palais de la culture et visiter le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) et un théâtre du secteur privé.

En outre, elle a présidé une réunion avec des représentants de la société civile au Musée d'art moderne et contemporain (MAMO) d'Oran. La ministre poursuivra sa visite mardi à Oran par l'inspection de différents sites archéologiques d'Oran dont Portus Magnus et le Palais du Bey.

GRANDE BRETAGNE Huit premiers romans sélectionnés aux côtés de plumes de renom pour le Booker

Huit premiers romans ont été sélectionnés pour le Booker Prize, dont les auteurs rivaliseront avec des plumes de renom comme Hilary Mantel et Tsitsi Dangarembga, ont annoncé les organisateurs du prestigieux prix littéraire britannique mardi.

La romancière britannique Hilary Mantel a gagné deux fois ce prestigieux prix littéraire créé en 1969, l'équivalent britannique du Goncourt, auquel peuvent concourir des auteurs de toutes nationalités pourvu qu'ils écrivent en anglais. C'est le troisième livre d'Hilary Mantel sur Thomas Cromwell, ministre du roi d'Angleterre Henri VIII qui a retenu l'attention des cinq jurés. Ses best-sellers ont été adaptés à la télévision dans la série primée "Wolf Hall".

La célèbre écrivaine zimbabwéenne Tsitsi Dangarembga figure parmi ses concurrentes avec le troisième tome d'une trilogie, suite de Nervous conditions ("A fleur de peau" dans la version française), sur le parcours d'une jeune fille du Zimbabwe.

Au total, treize oeuvres ont été sélectionnées par un jury de cinq juges parmi 162 romans publiés au Royaume-Uni ou en Irlande entre le 1er octobre 2019 et le 30 septembre 2020.

Neuf femmes figurent parmi les 13 noms retenus. Plus de la moitié des oeuvres sélectionnées sont des premiers romans, une "proportion inhabituellement élevée", a relevé Gaby Wood, directrice littéraire de la Booker Prize Foundation, citée dans un communiqué.

"Dans cette année de changements sismiques, la visibilité des nouveaux livres publiés au Royaume-Uni a été extrêmement faible. Donc, aussi involontaire que soit ce ratio, c'est particulièrement réconfortant de savoir que certains auteurs qui ont débuté leur carrière au milieu (de la pandémie) de Covid-19 ont désormais une chance d'atteindre les lecteurs qu'ils méritent", a-t-elle ajouté.

Les noms des six finalistes seront annoncés le 15 septembre, avant la désignation du vainqueur en novembre. A la clé, une récompense de 50.000 livres (environ 55.000 euros) et l'assurance d'une renommée internationale.

Outre Salman Rushdie et Margaret Atwood, parmi les romanciers déjà distingués figurent également Yann Martel, Kazuo Ishiguro et Julian Barnes.

L'an dernier, le prix avait été attribué conjointement aux écrivaines canadienne Margaret Atwood et anglo-nigérienne Bernardine Evaristo, respectivement pour "Les Testaments" et "Girl, Woman, Other".

PHOTOGRAPHIE

Quatorze wilayas participent au salon virtuel national de la photographie à Bouira

Quatorze wilayas prennent part lundi au salon national virtuel de la photographie qu'organise la maison de la culture Ali Zaïmoum de Bouira, ont indiqué les organisateurs.

"Ce salon virtuel de la photographie est organisé en hommage au photographe Maâzouz Abdelaziz, un des fondateurs du 1er salon de la photographie à Bouira", a expliqué à l'APS la directrice de la maison de la culture, Mme Saliha Chirbi.

Autodidacte et pionnier de l'outil informatique et de l'art de la photo, Abdelaziz Maâzouz est né en 1960 à Lakharia. "Il a brillé dans plusieurs salons nationaux et locaux grâce à ses belles œuvres photographiques", a souligné Mme Chirbi.

La même responsable a fait savoir que 14 wilayas participent à cette quatrième édition, organisée en virtuel en raison de la crise sanitaire liée à la covid-19.

Cette manifestation se déroule à distance et via internet avec la participation de 70 photographes issus de ces wilayas.

"Leur travaux de photographie seront présélectionnés pour que les meilleurs soient présents lors de la sélection finale, qui se déroulera ce soir", a encore expliqué Mme Chirbi. La remise des prix aux lauréats aura lieu le 20 août prochain à l'occasion de la journée nationale du Moudjahid, a-t-elle encore précisé.

Les travaux des participants seront présentés en ligne sous forme de trois dimensions (3D).

"Des montants financiers allant de 20 000 à 50 000 seront donnés aux trois premiers lauréats", a ajouté la même responsable.

MARCHÉS

Wall Street, portée par la tech, entame la semaine en hausse



Wall Street a fini en hausse lundi, portée par les géants technologiques Google, Amazon, Facebook et Apple, qui dévoileront leurs

résultats trimestriels cette semaine, et suivant de près les négociations sur un nouveau plan de relance aux Etats-Unis. Selon des résultats

provisaires à la clôture, le Dow Jones s'est apprécié de 0,44% à 26.586,15 points et le Nasdaq a gagné 1,67% à 3.239,51 points.

CHINE

La Chine reçoit des données du nouveau satellite de cartographie

Les stations au sol de satellites de télé-détection en Chine ont reçu des données du nouveau satellite de cartographie Ziyuan III 03, ont annoncé lundi des sources de l'Académie des sciences de Chine.

Le satellite à haute résolution Ziyuan III 03 a été envoyé en orbite samedi par une fusée Longue Marche-4B depuis le centre de lancement de satellites de Taiyuan, dans la province chinoise du Shanxi (nord). Il fournira des données pour l'enquête sur les ressources foncières, la prévention des catastrophes naturelles, le développement de l'agriculture, la gestion



des ressources en eau, l'enquête environnementale et l'urbanisme du pays. Selon l'Institut de recherche sur l'information aérospatiale de l'académie, qui est en charge des stations au sol, la station au sol Miyun à Pékin a

d'abord suivi et reçu les données en liaison descendante dimanche.

Plus tard le même jour, la station au sol de Kachgar, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest), a également achevé la réception des données satellitaires. Dimanche, les stations au sol avaient reçu 120 gigaoctets de données, qui sont traitées normalement, a indiqué l'institut.

Le satellite rejoindra ses prédécesseurs Ziyuan III 01 et Ziyuan III 02 pour former une constellation de satellites cartographiques, permettant de capturer des images 3D à haute définition et des données multispectrales, selon le ministère des Ressources naturelles, le principal utilisateur des satellites Ziyuan III. Depuis janvier 2012, lorsque la Chine a lancé le Ziyuan III 01, les stations au sol ont reçu 897 téraoctets de données des satellites de cartographie, fournissant une acquisition stable et à long terme des données topographiques et cartographiques à haute résolution de la Chine.

APS

CANADA

Les avocats d'une cadre de Huawei ouvrent un nouveau front

Les avocats de la directrice financière de Huawei, arrêtée au Canada fin 2018 à la demande des Etats-Unis, ont exigé lundi la publication de documents des services secrets prouvant selon eux un complot entre le FBI et les autorités canadiennes.

Lors d'une audience par vidéoconférence devant la Cour fédérale d'Ottawa, les avocats de Meng Wanzhou ont ouvert un nouveau front judiciaire pour tenter d'éviter à leur cliente une extradition vers les Etats-Unis.

Ils ont réclamé la publication de la version intégrale de plusieurs documents rédigés avant et après l'arrestation de Mme Meng, le 1er décembre 2018 à l'aéroport de Vancouver. Une version caviardée de ces documents a déjà été rendue publique.

Les avocats estiment que ces documents prouvent un complot entre les autorités canadiennes et américaines.

Mme Meng avait été arrêtée à la demande de la justice américaine, qui l'accuse d'avoir contourné les sanctions améri-



caines contre l'Iran. Cette arrestation a déclenché une crise diplomatique sans précédent entre Ottawa et Pékin.

Scott Fenton, l'un des avocats de Mme Meng, a rappelé lundi que sa cliente avait été interrogée pendant trois heures par les agents des douanes canadiennes à l'aéroport de Vancouver, sans

savoir ce qui lui était reproché, avant d'être officiellement arrêtée.

Cela constitue selon lui une violation de ses droits justifiant l'arrêt de la procédure d'extradition.

"On ne lui a jamais donné les raisons de sa détention" pendant ces trois heures, a affirmé lundi

l'avocat. "On l'a induite en erreur.

En fait, on l'a trompée". Le représentant du ministère de la Justice, Robert Frater, s'est opposé à la publication d'une version non caviardée de ces documents.

Il a démenti tout "complot" avec le FBI, des allégations basées selon lui sur des "déductions fantaisistes tirées de déclarations anodines". Dans une déclaration sous serment déposée au tribunal de Vancouver en juillet, un responsable du ministère des Affaires étrangères avait estimé que la publication de ces documents risquerait de "relancer les tensions" entre Ottawa et Pékin et pourrait mettre des Canadiens en danger. Quelques jours après l'arrestation de Mme Meng à Vancouver, l'ex-diplomate canadien Michael Kovrig et son compatriote consultant Michael Spavor avaient été arrêtés en Chine, avant d'être inculpés d'espionnage mi-juin.

L'audience devant la Cour fédérale d'Ottawa a été ajournée et reprendra à huis clos jeudi.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de AIN DEFLA
Daira de KHEMIS-MILIANA
Commune de SIDI-LAKHDAR
NIF : 09844249080114

Avis d'appel d'offre ouvert N° 04/2020

La commune de SIDI LAKHDAR lance un Avis d'appel d'offre ouvert N°04/2020 au projet suivant:

- Acquisition d'un Camion Citerne 10 m³

Les entreprises publics et privées (enregistré dans le registre de commerce selon l'activité de l'objet l'avis d'appel d'offre ouvert) intéressées par le présent avis sont invitées à se rapprocher de l'APC de SIDI Lakhdar (bureau d'équipement) pour retirer le cahier des charges contre un paiement de la somme de 4000,00 DA à partir de la date parue de cet avis d'appel d'offre ouvert.

Les plis compartement 03 offres:

- 1/ Dossier de candidature
- 2/ L'offre technique
- 3/ L'offre financière

- Les documents composant le Dossier de candidature, L'offre technique et L'offre financière, et demandés dans le cahier des charges. La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze (15) jours à compter de première publication dans le BOMOP et les journaux nationaux l'heure limite de dépôt des offres, est fixée à 14h:00 (quatorze heures) le dernier jour de la durée de préparations des offres.** Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'heure limite de dépôt des offres est prolonger jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les entreprises soumissionnaires sont engagées par leurs offres pendant **90 jours** à compter de la date limite du dépôt des offres. Les entreprises concernées sont cordialement invitées à y assister à la séance d'ouverture des plis qui est fixée à 14h00 du dernier jour de la durée de préparation des offres au siège de l'APC.

Anep : 2016012295 du 29/07/2020

SPORT

Décès de Flor Isava Fonseca, membre honoraire du CIO

La Vénézuélienne Flor Isava Fonseca, membre honoraire du CIO, est décédée à l'âge de 99 ans, a annoncé lundi le Comité international olympique sur son compte Twitter.

Membre de l'équipe équestre vénézuélienne aux Jeux de la XVI^e Olympiade en 1956, elle fit figure de pionnière pour la promotion de l'égalité des sexes dans le sport en étant l'une des deux premières femmes élues membres du CIO en 1981 - fonction qu'elle occupa pendant 20 ans - et la première femme membre de la commission exécutive du CIO, de 1990 à 1994, a écrit le CIO.

Championne vénézuélienne d'équitation et de tennis, elle remporta une médaille d'argent en tennis aux Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes à Baranquilla (Colombie) en 1946. À l'âge de 48 ans, elle se mit au golf, atteignant le plus haut niveau dans les compétitions nationales.

En 1947, Flor Isava Fonseca fonda la Fédération équestre du Venezuela, qu'elle présida de 1962 à 1965. Elle fut par ailleurs membre du Comité national olympique vénézuélien de 1964 à 1968 (membre du conseil d'administration en 1965), puis présidente de la Confédération des sports du Venezuela de 1977 à 1981 et, enfin, conseillère pour le sport auprès du président de la République de 1989 à 1995.

Au CIO, en plus d'avoir été membre de la commission "Femme et sport" de 1995 à 2001, Flor Isava Fonseca contribua également aux travaux des commissions suivantes : Académie internationale olympique et éducation olympique (1981-1991), Mouvement olympique (1991-1994), étude du Congrès olympique du centenaire - Congrès de l'Unité (1994-1996).

En 2016, en reconnaissance de ses réalisations visant à promouvoir l'égalité des sexes dans le sport, elle a été choisie pour être l'un des visages du programme "Une victoire mène à une autre", créé par le CIO et ONU Femmes afin de renforcer les compétences de leadership des adolescentes par le sport.

En témoignage de respect, le drapeau olympique sera mis en berne à la Maison Olympique.

JO 2020

Aucun athlète russe à Tokyo, selon Rodchenkov

Aucun sportif russe ne devrait être autorisé à participer l'an prochain aux JO de Tokyo, a déclaré à la BBC le lanceur d'alerte Grigory Rodchenkov, ancien patron de l'agence russe antidopage.

En décembre, l'Agence mondiale antidopage (AMA) a suspendu pour 4 ans la Russie des événements sportifs planétaires, dont les JO de Tokyo, en raison de manipulations dans les données de contrôles antidopage. La Russie a fait appel devant le TAS, mais quelques sportifs russes restent autorisés à concourir aux JO sous bannière neutre. "Ce devrait être une interdiction générale, sans excuses ni autorisations d'athlètes, a estimé Rodchenkov.

Les mêmes membres du personnel qui faisaient de la contrebande et échangeaient des échantillons à Sochi (aux JO 2014) falsifiaient tous les documents. "C'était une progression dans la falsification, jour après jour, de ces données - une fraude incroyable de proportions indicibles et cela montre que le pays n'apprend absolument rien", a-t-il ajouté.

APS

ALGÉRIE (AFFAIRE COA- MEMBRES EXCLUS) Le TARLS rendra son verdict le 3 août

Le Tribunal algérien de règlement des litiges sportives (TARLS/ ex-TAS), devrait rendre son verdict le 3 août prochain, dans l'affaire opposant le Comité olympique et sportif algérien (COA) aux membres exclus de son bureau exécutif, a appris l'APS lundi auprès d'une source proche du dossier.

La même source précise que les parties concernées ont été auditionnées le 13 juillet au niveau du TARLS.

C'est sur la base de cette audience que le TARLS se prononcera lundi prochain.

En janvier dernier, le COA avait décidé d'exclure cinq membres de son bureau exécutif, pour avoir contrevenu aux obligations de présences aux réunions du bureau exécutif, conformément aux règlements et statuts intérieurs de l'instance olympique. Il s'agit de Salim Raouf Bernaoui, président de la Fédération d'escrime (FAE), Larbi Abdellaoui, président de la Fédération d'haltérophilie (FAH), Hakim Boughadou, président de la Fédération de natation (FAN), Sofiane Zahi, président de la Fédération de gymnastique (FAG) et Nabil Sadi, ex-président de la Fédération de boxe (FAB). Parmi les cinq membres exclus, seuls trois



ont décidé d'introduire un recours auprès du TARLS : Hakim Boughadou, Sofiane Zahi, et Larbi Abdellaoui. Les cinq membres exclus, avaient été remplacés, lors de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEx) tenue le 25 janvier dernier, par Bouaoud Abdelmadjid (64 voix), président de la Fédération des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK), Rabah Bouarifi (61 voix), président de la Fédération de basket-ball (FABB),

Lemouchi Mustapha (46 voix), président de la Fédération de volley-ball (FAVB), Benalloua Yazid (44 voix), président de la Fédération de taekwondo (FAT) et Abderezak Lazreg (39 voix), président de la Fédération de tir sportif (FATS). "Nous sommes dans l'obligation de procéder au remplacement de cinq membres issus des fédérations olympiques ayant contrevenu à leurs obligations de présence à cinq re-

prises, ce qui a entraîné automatiquement leur exclusion, en plus du fait que le règlement intérieur les oblige à satisfaire à leurs obligations statutaires", avait souligné l'ex-président du COA Mustapha Berraf. De leur côté, les cinq membres exclus avaient estimé que leur exclusion du bureau exécutif du COA est "antiréglementaire" et "illégal" car "elle ne remplit pas les conditions statutaires en vigueur".

RUGBY

Le Japon et les Fidji invités du prochain tournoi d'automne européen

Les sélections nationales du Japon et des Fidji seront les invités du tournoi d'automne européen de rugby, projet de remplacement des tournées des nations de l'hémisphère Sud dans le Nord, annulées en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, ont annoncé mardi certains médias britanniques.

Les Six Nations termineront dans un premier temps leur Tournoi 2020, interrompu en mars, en raison de la pandémie de Covid-19, les week-ends des 24 et 31 octobre.

Débutera ensuite ce tournoi inédit, sous format de deux poules de 4, avant un dernier match de classement, du 14 novembre au 5 décembre, selon un projet mis au point par la World Rugby.

Selon les médias britanniques, les

deux poules ont déjà été distribuées, avec d'un côté l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Irlande et les Fidji, et de l'autre côté, la France, l'Ecosse, l'Italie et le Japon.

Les matchs se dérouleront sur quatre week-ends, le dernier étant réservé aux finales, chaque équipe du groupe A rencontrant l'équipe qui s'est classée au même rang dans le groupe B.

Les contraintes de transport en temps de pandémie et le report du Rugby Championship, championnat annuel des 4 nations majeures du Sud, ont eu raison des habituelles tournées d'automne en Europe.

Le Rugby Championship se déroulera dans un seul pays, a priori la Nouvelle-Zélande, où les joueurs étrangers de-

ront respecter cependant une quarantaine à leur arrivée, et sur six week-ends d'affilée.

World Rugby doit trancher jeudi sur ce calendrier exceptionnel, ce qui impose notamment la modification temporaire de la règle 9, qui régie la mise à disposition des joueurs internationaux.

Un sujet hautement sensible avec les Ligues anglaise (Premiership Rugby) et française (Ligue nationale de rugby), qui réclament un test-match de moins, et estiment avoir déjà fait un effort suffisant en acceptant de relâcher leurs joueurs vedettes deux week-ends de plus que d'ordinaire.

La décision sur la présence ou non de spectateurs dans les stades reste aussi en suspens.

TENNIS / WTA - CORONAVIRUS

Le tournoi d'Osaka annulé

Le Pan-Pacific Open d'Osaka (Japon), un des plus importants tournois féminins de tennis en Asie, prévu en novembre, a été finalement annulé en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19), ont annoncé mardi les organisateurs.

"Nous avons essayé d'imaginer un tournoi avec une jauge réduite, ou même sans spectateurs, mais face aux difficultés de pouvoir assurer la sécurité de tous les participants, nous nous sommes rendus à l'évidence d'une annulation", ont-ils expliqué dans un communiqué.

Le Pan-Pacific Open avait déjà été déplacé de septembre à novembre dans l'espoir que le tournoi, organisé sans spectateurs depuis 1984 et remporté l'an dernier par la Japonaise Naomi Osaka, puisse se tenir.

C'est donc un nouveau

coup dur pour le sport au Japon, après le report à 2021 des JO de Tokyo, qui auraient dû s'ouvrir la semaine dernière.

L'annulation du Pan-Pacific Open suit celle vendredi de toutes les compétitions de tennis ATP et WTA, prévues en Chine d'ici à la fin de l'année : Master de Shanghai et Open de Chine à Pékin pour les messieurs, Open WTA de Wuhan notamment chez les dames.

L'Open de Corée, à Séoul en octobre, est le dernier tournoi WTA encore au programme en Asie.

Arrêtée mi-mars, la saison de tennis n'a toujours pas repris. Le premier rendez-vous au calendrier est le tournoi WTA de Palerme, en Italie, le 3 août. Le Masters 1000 de Cincinnati et l'US Open sont annoncés à New York à partir du 20 août, mais des doutes

sur leur possible tenue sont régulièrement émis, en rai-

son de la propagation majeure du virus aux Etats-Unis.

DOPAGE

Le nageur Sun Yang dépose deux recours devant le Tribunal fédéral suisse

Le triple champion olympique de natation, le chinois Sun Yang, suspendu huit ans par le TAS en février dernier, a déposé deux recours devant le Tribunal fédéral suisse.

Sun Yang voudrait voir sa suspension réduite, alors que le Tribunal arbitral du sport avait condamné en février dernier le triple champion olympique de 28 ans à huit ans de suspension. L'AMA (Agence mondiale antidopage) avait fait appel de la décision de la FINA (Fédération internationale de natation) de le blanchir dans le rocambolesque épisode de septembre 2018, qui avait vu le Chinois détruire lui-même, à coups de marteau, ses échantillons sanguins.

Selon le South China Morning Post, les avocats du nageur ont déposé deux recours devant le Tribunal fédéral suisse.

Le premier visant à annuler la suspension, le second cherchant à réduire la durée de la suspension.

ALGÉRIE

Le sort de la saison 2019-2020 connu mercredi

L'avenir de la saison footballistique 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison de la pandémie de Covid-19, sera connu mercredi au terme de la réunion extraordinaire du Bureau exécutif de la Fédération algérienne de football (FAF), provoquée pour examiner les résultats de la consultation écrite initiée à cet effet.

Après plus de quatre mois d'arrêt, marqués par une volonté de l'instance fédérale à poursuivre la saison, la FAF a consenti finalement à consulter par écrit les membres de l'assemblée générale, pour se prononcer sur l'avenir de l'exercice 2019-2020.

Ayant préféré faire l'impasse sur l'article 82 des statuts, qui lui donne pourtant les pleins pouvoirs pour prendre une décision, la FAF a opté pour "une démarche démocratique", en consultant les membres de l'AG, après avoir essuyé un refus de la part de la tutelle pour organiser une assemblée générale extraordinaire (AGEx).

Dans le formulaire envoyé aux 112 membres de l'AG, il était question d'abord de choisir entre A et B : poursuite ou arrêt de la saison.

Dans le cas où la seconde option a été cochée, chaque membre a eu à choisir entre B1, B2 et B3 qui équivalent à : saison blanche (résultats de la saison 2019-2020 annulés), désignation des lauréats, clubs qui accèdent et ceux qui rétrogradent et enfin désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation.

Lundi soir, la FAF a dévoilé les premiers chiffres relatifs à cette consultation écrite.

96 membres sur l'ensemble des 112 (85,7%) composant l'AG se sont exprimés, alors que 16 autres (14,3%) ont préféré s'abstenir.

Trois membres ont transmis une fiche non renseignée.

Sur l'ensemble des 32 clubs composant les deux Ligues professionnelles, seules la JS Kabylie et l'ES Sétif ne se sont pas exprimés. Selon une source autorisée, la majorité écrasante a opté pour l'arrêt de la saison, tout en retenant le choix B3 (désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation), en attendant son approbation par le BF.

Le CR Belouizdad, leader de la Ligue 1 au terme de la 22e journée, serait ainsi proclamé champion de la saison, pour la 7e fois de son histoire.

L'on s'achemine ainsi vers une Ligue 1 professionnelle composée de 20 clubs et une Division 2 de deux groupes de 18 formations chacun. "Les propositions consistent à trou-



ver la bonne formule pour arrêter le championnat. La responsabilité sera collective et ne concerne pas uniquement la FAF", a justifié le président de la fédération, Kheireddine Zetchi.

Toutefois, cette consultation écrite a été critiquée notamment par le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, estimant qu'elle n'avait pas de base sur le plan réglementaire.

"La consultation écrite n'a aucune base sur le plan réglementaire.

Je ne comprends pas pourquoi la FAF insiste à tenir une assemblée générale pour décider du sort du championnat.

Le Bureau fédéral a toutes les prérogatives (article 82 des statuts, ndlr) pour prendre des décisions, mais il n'a pas assumé ses responsabilités", a-t-il indiqué.

Pour rappel, le Bureau fédéral de la FAF a maintenu à deux reprises sa décision prise le 30 avril pour la poursuite de la saison 2019-2020, tout en précisant que seuls les pouvoirs publics sont habilités à décider d'un éventuel retour aux activités sportives et footballistiques.

Mais le 9 juillet, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions.

CONSULTATION ÉCRITE SUR LA SAISON 2019-2020

85,7% des membres de l'AG se sont exprimés (FAF)

96 membres sur l'ensemble des 112 (85,7%) composant l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF), se sont exprimés, via une consultation écrite, pour se prononcer sur l'avenir de l'exercice 2019-2020, suspendu depuis le 16 mars en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé lundi soir l'instance fédérale sur son site officiel.

16 membres des membres de l'AG (14,3%), ne se sont pas exprimés, ajoute la même source, soulignant que 3 membres ont transmis une fiche non renseignée.

Sur l'ensemble des 32 clubs composant les deux Ligues professionnelles, seules

la JS Kabylie et l'ES Sétif ne se sont pas exprimés, a appris l'APS d'une source autorisée. « Cette opération s'est déroulée dans de bonnes conditions et s'est clôturée à la date prévue.

La FAF retient avec satisfaction que la sagesse, le sens des responsabilités et la préservation des intérêts de tout le football algérien ont prévalu », a noté l'instance fédérale dans un communiqué.

Suite au refus du MJS d'autoriser la FAF à organiser une assemblée générale extraordinaire (AGEx) pour se prononcer sur l'avenir de l'exercice 2019-2020, l'instance fédérale a fini par recourir à une consultation écrite de ses membres. Le

formulaire en question propose d'abord deux choix A et B : poursuite ou arrêt de la saison.

Dans le cas où la seconde option est cochée, chaque membre aura à choisir entre B1, B2 et B3 qui équivalent à : saison blanche (résultats de la saison 2019-2020 annulés), désignation des lauréats, clubs qui accèdent et ceux qui rétrogradent et enfin désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation.

Le Bureau fédéral, se réunira en session extraordinaire mercredi prochain, pour examiner les résultats de cette consultation "avant de se prononcer sur la suite à donner à ce dossier", conclut la FAF.

LIGUE 1/USM BEL-ABBES

Le projet de l'Académie du club mis en veilleuse

L'Académie de football que comptait lancer l'USM Bel Abbès dans un proche avenir ne devrait pas voir le jour de sitôt à cause des nombreux problèmes dans lesquels se débat ce club de Ligue 1 de football, a appris l'APS mardi auprès de son directeur général.

Selon Kadour Benayad, le projet en question "est actuellement gelé", ajoutant que "l'ambiguïté entourant l'avenir du club ne permet pas d'aller au bout de cette opération".

Le même responsable, qui prépare les bilans moral et financier de l'exercice en cours pour les remettre au conseil d'administration avant de rendre le tablier, a regretté au pas-

sage qu'un tel projet soit mis en veilleuse, après avoir pourtant franchi plusieurs étapes.

"Personnellement, j'ai accordé beaucoup d'intérêt à cette Académie.

Nous avons réussi, avec l'aide des autorités locales, à revêtir le terrain annexe du stade 24-février 1956, où devaient s'entraîner les joueurs de l'Académie, par une pelouse synthétique de dernière génération, en plus de la réhabilitation d'un hôtel relevant de l'Office du parc omnisport de la wilaya (OPOW) pour les héberger", a-t-il poursuivi.

Il a fait savoir, au passage, que la direction du club avait même lancé le processus de

détection des jeunes talents en vue d'en choisir les meilleurs pour intégrer l'Académie en question.

L'opération, confiée à des anciens joueurs du club, ne s'est pas limitée à la seule wilaya de Sidi Bel-Abbès, mais a touché aussi les wilayas limitrophes, a encore informé le même interlocuteur.

"On tablait énormément sur cette Académie, surtout que notre région est un vivier de jeunes talents.

Au vu des problèmes financiers énormes auxquels le club est confronté, on a estimé que son salut passe par la formation, au lieu de déboursier des sommes colossales chaque sai-

son pour recruter des joueurs de divers horizons.

Malheureusement, l'état actuel des choses n'encourage pas à réaliser cette ambitieuse initiative", a-t-il regretté.

L'USMBA, en proie à une crise multidimensionnelle depuis un bon bout de temps, pourrait se retrouver sans dirigeants dans les prochaines semaines. Les membres actionnaires de la société sportive du club, à leur tête le président du conseil d'administration, Abdelghani El Hennani, ont déjà engagé les procédures d'usage pour mettre en vente leurs actions, a rappelé le directeur général de la formation de la "Mekerra".

ITALIE-TRANSFERT
Naples voudrait inclure l'Algérien Ounas dans la transaction de l'Ivoirien Boga

Le club italien SSC Napoli aurait l'intention d'inclure son milieu offensif international algérien Adam Ounas dans une éventuelle transaction avec l'US Sassuolo, pour le recrutement de l'international Ivoirien Jérémie Boga, auteur de 11 buts et 4 passes décisives en Serie "A" cette saison, ont rapporté mardi plusieurs médias locaux.

Toujours selon presse italienne, Naples aurait commencé par proposer une somme de 20 millions d'euros en échange de Boga, mais constatant que cette somme n'a pas suffi pour emballer la Direction de Sassuolo, il aurait décidé d'inclure Ounas dans la transaction, lui qui revenait à peine d'un prêt chez le club français de l'OGC Nice.

En effet, confronté à une rude concurrence dans le milieu napolitain, le champion d'Afrique 2019 n'est que rarement utilisé chez les "Bleu-ciel", d'où d'ailleurs son prêt à l'OGC Nice.

Selon la presse italienne, "Sassuolo voudrait un minimum de 40 millions d'euros" pour céder Boga, l'ancien joueur du FC Chelsea (Angleterre) et qui flambe cette saison en Italie.

Un éventuel départ qui pourrait arranger les affaires de l'Algérien de 23 ans, car désireux d'évoluer au sein d'un club qui lui donnera plus de chances de s'exprimer.

LIGUE 1 FRANÇAISE (STADE BRESTOIS)

Belkebla en discussions avec la direction pour une prolongation de contrat

Le milieu international algérien du Stade Brestois (Ligue 1 française de football) Haris Belkebla, a entamé des discussions avec sa direction pour prolonger son contrat qui expire en juin 2022, rapporte lundi le quotidien L'Equipe. Dans le viseur des Glasgow Rangers (Div.1 écossaise) ainsi que du promu en Ligue 1 française le RC Lens, Belkebla (26 ans) devrait finalement rester avec Brest qu'il avait rejoint en 2014 en provenance de Tours FC (National 3/ France).

Le directeur sportif de Brest a indiqué il y a quelques semaines que Belkebla est l'un des tauliers et que le joueur n'est pas à vendre, des déclarations qui ont certainement poussé l'international algérien à rester, surtout qu'on lui fait confiance.

Ecarté de la dernière Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 en Egypte pour des raisons disciplinaires, Belkebla avait refait son apparition dans l'effectif de la sélection algérienne, en faisant partie des convoqués pour les deux premières journées des qualifications de la CAN 2021, disputées en novembre dernier, face à la Zambie (5-0) et le Botswana (1-0), si gnant par l'occasion sa première sélection lors de la victoire à domicile face aux Zambiens à Blida.

LIGA ESPAGNOLE - REAL MADRID L'attaquant Mariano Diaz positif au Covid-19

L'attaquant dominicain du Real Madrid, "Mariano Diaz a été testé positif au Covid-19", a annoncé mardi son club employeur. "A la suite des tests de Covid-19, réalisés lundi sur l'ensemble de l'effectif de l'équipe première, le joueur Mariano a été testé positif" a indiqué le club champion d'Espagne en titre, dans un bref communiqué, diffusé sur son site internet.

Le club merengue a ajouté que l'ex-buteur de l'Olympique Lyonnais "est en parfaite santé" et qu'il "respecte actuellement le protocole d'isolement à son domicile". Le Real affrontera Manchester City en huitième de finale "retour" de la Ligue des champions, prévu le 7 août prochain en Angleterre. Au match aller disputé le 26 février à Madrid, les coéquipiers de Riyah Mahrez s'étaient imposés sur le score de 2 à 1.

BAYERN MUNICH Saison terminée pour Benjamin Pavard

Le défenseur international français Benjamin Pavard, touché samedi à la cheville gauche lors d'une séance d'entraînement, manquera la fin de saison du Bayern Munich, encore en lice en Ligue des champions.

Selon le staff médical du club munichois, l'international français (27 sélections, 1 but) sera indisponible entre quatre et six semaines.

L'ancien Lillois (2015-2016) va ainsi non seulement manquer le match amical prévu vendredi face à l'OM, à Munich, mais aussi et surtout le huitième de finale retour de la Ligue des champions face à Chelsea, le 8 août (3-0 à l'aller, le 25 février), et le "Final 8" prévu à Lisbonne, du 12 au 23 août, si les Bavarois devaient se qualifier aux dépens des Blues.

Pour l'entraîneur Hans-Dieter Flick, il s'agit d'une bien mauvaise nouvelle, sachant que Pavard fait partie de ses titulaires indiscutables et que le natif de Maubeuge n'a manqué que deux matches de Championnat depuis son arrivée au Bayern (contre 35 Me), il y a un an, en provenance du VfB Stuttgart.

Sa participation aux deux premières rencontres de l'équipe de France prévues dans le cadre de la Ligue des nations, d'abord en Suède, le 5 septembre, puis face à la Croatie, trois jours plus tard, est désormais fortement compromise. Pavard devrait en revanche être rétabli en vue de la reprise de la Bundesliga prévue le 18 septembre.

LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE RETOUR) Sergio Agüero (Manchester City) forfait contre le Real Madrid

L'entraîneur de Manchester City Pep Guardiola a annoncé mardi que son attaquant argentin, Sergio Agüero, opéré fin juin du genou, ne serait pas opérationnel pour affronter le Real Madrid, le 7 août, en huitièmes de finale retour de la Ligue des champions.

Blessé au genou gauche contre Burnley (5-0), le 22 juin, lors de la 30e journée de Premier League, l'attaquant argentin (32 ans) a été opéré le 25 juin et ne disputera donc pas cette rencontre décisive à l'Etihad Stadium (20h00), qui aura bien lieu malgré la décision du Royaume-Uni d'imposer, depuis dimanche, une quarantaine obligatoire de deux semaines pour tout voyageur en provenance d'Espagne.

Au match aller disputé le 26 février à Madrid, les coéquipiers de Riyah Mahrez s'étaient imposés sur le score de 2-1.

APS

Xavi : «Mon principal objectif, devenir un jour l'entraîneur du Barça»

L'ancien milieu emblématique du FC Barcelone, Xavi Hernandez a affirmé mardi que son principal objectif depuis sa reconversion en entraîneur était de diriger un jour le club catalan, même si pour le moment, il se concentre entièrement sur son club qatari, Al Sadd.

"Je ne le cache pas, et je l'ai toujours dit : mon principal objectif, quand cela pourra se faire, ce sera de diriger le Barça", a-t-il indiqué dans une interview accordée au quotidien espagnol Marca.

"C'est ma maison, et ce serait un rêve d'en devenir l'entraîneur", a ajouté l'ancien capitaine catalan, qui a porté le maillot blaugrana de 1998 à 2015.

"Aujourd'hui, je suis entièrement concentré sur Al Sadd, en attendant la prochaine saison.

Mais quand je devrais venir au Barça, que ce soit à court ou à long terme, je viendrai", a-t-il assuré.

"Par-dessus tout, je dois respecter Quique Setién (l'actuel entraîneur du FC Barcelone, sur la sellette, ndr) et je souhaite tout le meilleur à l'équipe", a ajouté Xavi.

"Parfois, le Barça joue très bien, mais d'autres fois, pas aussi bien.

Cela dit, j'aime bien les idées de Setién, que ce soit maintenant ou avec ses anciens clubs : dominer et pratiquer un jeu spectaculaire", a-t-il poursuivi, alors que



son nom revient souvent pour prendre la tête du club depuis la perte de la Liga, remportée par le Real Madrid, le 16 juillet.

"J'ai d'excellentes relations avec Xavi et nous parlons de nombreux sujets.

Mais l'année prochaine, nous avons un contrat avec Quique Setién", avait indiqué le président du FC Barcelone, Josep Maria Bartomeu, dans un entretien accordé dimanche au quotidien sportif, Mundo Depor-

tivo. Xavi a également rassuré sur son état de santé, lui qui a annoncé samedi avoir contracté le Covid-19.

"Je me sens bien, bien que logiquement isolé.

Et j'ai hâte d'entraîner rapidement", a affirmé le technicien, à la tête d'Al Sadd depuis un an.

Il a, en outre, défendu le Mondial-2022 qui aura lieu au Qatar. "Ce sera une Coupe historique, sans aucun doute.

Les gens seront surpris

de ce qu'est le pays. Globalement, beaucoup de critiques sont infondées.

Le Qatar a tout : un petit pays, hospitalier et généreux", a affirmé Xavi, arrivé à Al Sadd en 2015, d'abord en tant que joueur, puis comme entraîneur.

"Messi, je le vois jouer tant qu'il en a envie. Physiquement, il est rapide, fort... une vraie bête de compétition. Donc, je n'ai aucun doute qu'il jouera le Mondial-2022", a-t-il conclu.

ANGLETERRE

Klopp élu entraîneur de l'année par ses pairs

Jürgen Klopp a été élu entraîneur de l'année, lundi, par l'association des entraîneurs de la ligue anglaise, après avoir permis à Liverpool, après 30 ans d'attente, de redevenir champion d'Angleterre de football.

Cette distinction de l'Allemand a été annoncée par la légende de Manchester United, Sir Alex Ferguson, qui

a donné son nom au trophée. "Jurgen, fantastic," a dit Ferguson sur Sky Sports. "On parle beaucoup de Leeds qui vient de passer 16 ans dans le Championship (D2 anglaise, ndr), mais Liverpool, qui a dû attendre 30 ans, c'est incroyable", a-t-il ajouté.

Chris Wilder, vainqueur de ce trophée l'an dernier, a dû se contenter

de la deuxième place, derrière Klopp, avec la satisfaction d'avoir très bien géré le retour de Sheffield United en Premier League.

L'Argentin Marcelo Bielsa, qui a fait remonter Leeds en Premier League après 16 ans d'absence au plus haut niveau, a été élu meilleur manager du Championship, l'étage inférieur.

La Concacaf modifie ses qualifications pour le Mondial-2022

La Confédération de football d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes (Concacaf) a annoncé lundi avoir modifié le format des qualifications de sa zone pour le Mondial-2022, élargissant sa phase finale à huit équipes.

La mise à l'arrêt du foot sur le continent pendant quatre mois a bouleversé le calendrier, obligeant l'ins-

tance à le remodeler et avec lui le processus de qualification pour la prochaine Coupe du monde.

Selon le nouveau format, le Mexique, les Etats-Unis, le Costa Rica, la Jamaïque et le Honduras sont assurés de disputer cette phase finale.

Ils seront rejoints pas trois autres pays, au terme d'une phase préliminaire

impliquant au total 30 nations réparties en six groupes de cinq.

Chaque équipe jouera une fois contre ses quatre adversaires de groupe, deux fois à domicile, deux fois à l'extérieur au cours des fenêtres de matches internationaux d'octobre et novembre 2020. Les vainqueurs de ces six groupes s'affronteront ensuite lors de barrages

en matches aller-retour, qualificatifs pour la phase finale. Cette dernière débutera en juin 2021 et se finira en mars 2022, soit huit mois avant le Mondial.

Les huit équipes s'affronteront dans un mini-championnat en matches aller-retour. Les trois premiers valideront leur ticket pour le Qatar, le 4e jouera un barrage intercontinental.

ANGLETERRE

Lallana quitte Liverpool pour Brighton

Brighton a recruté le milieu de terrain Adam Lallana, 32 ans, libre à la fin de son contrat avec Liverpool, avec lequel il est notamment devenu champion d'Angleterre, a annoncé lundi son nouveau club.

International anglais (34 sélections), Lallana a signé un contrat de trois ans avec Brighton, 24 heures seulement après le dernier match des Reds dimanche en Premier League.

Il était convoité par Everton, Lei-

cester et Burnley. "Adam est vraiment une recrue excitante pour nous, quelqu'un que nos supporters auront hâte de voir jouer, quand les choses redeviendront normales", a réagi Graham Potter, l'entraîneur de Brighton.

"Il a de l'expérience et des qualités, ça se voit sur son CV, ce sera un très bon renfort pour nous et il servira de modèle à nos jeunes joueurs", a ajouté Potter.

Lallana a tout gagné avec les Reds,

la Premier League, la Ligue des champions, la Super Coupe d'Europe et le Mondial des clubs.

Il a encore joué 22 matches cette saison, toutes compétitions confondues, mais n'était plus titulaire depuis la reprise, après la pause provoquée par le coronavirus.

Arrivé de Southampton en 2014, Lallana a joué 196 matches de Premier League pour Liverpool, marquant 30 buts et donnant 28 passes décisives.

Tanganga a rempli jusqu'en 2025

Issu du centre de formation de Tottenham, Japhet Tanganga s'inscrit dans la durée avec le club londonien. Le jeune défenseur central anglais a paraphé ce lundi un nouveau contrat avec les Spurs. Le footballeur de 21 ans est désormais lié jusqu'en juin 2025 en faveur de la formation coachée par José Mourinho, sixième de Premier League. Lors de la saison 2019-2020, le Londonien a fait ses premiers pas avec l'équipe première et disputé au total onze matches, pour six rencontres de championnat.



WILLIAN VA FINALEMENT PROLONGER

Contrairement à Pedro, dont le départ a été officialisé par l'entraîneur Frank Lampard (voir ici), l'ailier Willian (31 ans, 36 matchs et 9 buts en Premier League pour la saison 2019-2020), également en fin de contrat au terme de cette saison, ne va pas quitter Chelsea ! En effet, le Brésilien se rapproche d'un accord avec les Blues pour prolonger son bail selon les informations du média Sky Sports ce lundi.

Depuis des mois, l'ancien joueur du Shakhtar Donetsk clame son intention de rester à Chelsea, mais ne parvenait pas à s'entendre avec sa direction concernant la durée de son nouveau contrat. Convoité par Arsenal, le FC Barcelone ou encore Manchester United, Willian a visiblement réussi à trouver un compromis avec Chelsea.

AGUERO ABSENT FACE À MADRID

L'entraîneur de Manchester City a confirmé qu'il ne pourra pas compter sur son attaquant face au Real Madrid, en huitième de finale retour de C1.

Pep Guardiola a confirmé que Sergio Aguero sera absent de l'affrontement entre Manchester City et le Real Madrid. Aguero est hors course depuis qu'il s'est blessé au genou lors d'une victoire en Premier League contre Burnley en juin. L'Argentin a récemment intensifié sa récupération après avoir subi une intervention chirurgicale, et Guardiola a laissé tomber le plus gros indice à ce jour sur une date de retour possible pour l'attaquant avant la victoire finale de City contre Norwich ce week-end. "Je pense que contre Madrid, tout le monde sera en forme", a déclaré l'entraîneur de 49 ans avant de voir son équipe battre les Canaries 5-0 au stade Etihad. Après le match, cependant, Guardiola a effectué un demi-tour concernant le statut d'Aguero, qui a été laissé sur le banc lorsque City a battu Madrid 2-1 lors du match aller de leur huitième de finale à Santiago Bernabeu en février. Lorsqu'on lui a demandé si le joueur de 32 ans ferait partie de son équipe pour le match retour le 7 août, le Catalan a déclaré aux journalistes : "Non, je pense que ce ne sera pas possible pour le timing."

Aguero a 23 buts à son actif en 32 apparitions dans toutes compétitions confondues cette saison, Raheem Sterling étant le seul homme de City affichant actuellement un total plus élevé, alors qu'il atteignait la barre des 30 pour la première fois de sa carrière en marquant contre Norwich. Gabriel Jesus continuera probablement de mener la ligne d'attaque en l'absence d'Aguero lorsque Madrid arrivera à l'Etihad, après avoir marqué un but égaliseur très important au Bernabeu plus tôt cette année.

RIBÉRY ENVISAGE DE POURSUIVRE AVEC LA VIOLA

Aujourd'hui en Italie dans le club de la Fiorentina, Franck Ribéry se sent bien. Agé de 37 ans, il a délivré un message concernant son avenir.

Interviewé dans la "Gazzetta dello Sport", l'ancien attaquant du Bayern Munich a confié ses envies pour l'avenir. "Tant que j'aurai la motivation et que le corps tiendra, j'aimerais continuer, a lâché le footballeur de 37 ans. Je pense que nous aurions pu en faire plus cette saison. Nous ne sommes pas grands, mais avec deux ou trois joueurs et la progression des jeunes, nous pouvons trouver de la satisfaction. Ce serait bien de donner un trophée aux fans."



LALLANA SIGNE À BRIGHTON

Le milieu de Liverpool Adam Lallana, en fin de contrat avec les Reds, n'a pas tardé à trouver un point de chute. Le lendemain du dernier match de son désormais ancien-club, Brighton a officialisé la venue de l'ancien international anglais pour trois saisons. Même s'il a assez peu été utilisé cette saison, Lallana a tout gagné avec les Reds depuis un an : la Premier League, la Ligue des champions, la Coupe du monde des clubs et la Supercoupe d'Europe. A 32 ans, il va découvrir son 3e club de Premier League après Southampton (où il est formé), et donc Liverpool.

Le triste record de David Luiz

Une performance à l'image de sa saison. A l'occasion de la dernière journée de Premier League, le défenseur central d'Arsenal David Luiz (33 ans, 33 matchs et 2 buts en Premier League pour la saison 2019-2020) a concédé un penalty face à Watford (3-2 pour les Gunners) dimanche, son cinquième de l'exercice ! Une statistique peu flatteuse et surtout inédite dans l'histoire du championnat anglais, souligne Opta. Inutile de s'interroger sur les besoins du club londonien pendant ce mercato estival...



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

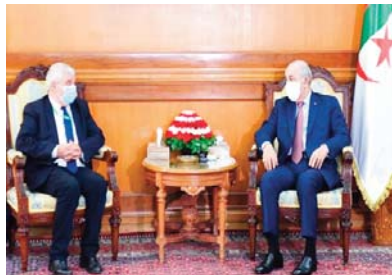
RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Le président Tebboune reçoit une délégation du Comité d'experts

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi une délégation du Comité d'experts chargé de la révision constitutionnelle à sa tête le Professeur Ahmed Laraba, indique un communiqué de la présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui une délégation du Comité d'experts chargé de la révision constitutionnelle à sa tête le Professeur Ahmed Laraba, qui lui a présenté un exposé sur les travaux du Comité et la méthode adoptée dans l'étude des propositions relatives à

l'avant-projet de la modification de la Constitution", précise le communiqué. Au nombre de près de 2500, ces propositions émanent de personnalités nationales, de leaders de partis politiques, de syndicats et de représentants de la société civile, ajoute le communiqué de la République.



PERSONNALITÉS-DÉCÈS

L'ancienne avocate du FLN Gisèle Halimi n'est plus

La célèbre avocate et intellectuelle Gisèle Halimi, une des ferventes défenseuses de la cause nationale lors de la guerre de libération de l'Algérie, est décédée mardi à Paris à l'âge de 93 ans, a annoncé sa famille.

En plus de son combat féministe, étant une des signataires du célèbre manifeste des 343 femmes disant publiquement avoir avorté, elle avait défendu, en 1960, Djamilia Boupacha, militante du Front de libération nationale (FLN), à qui elle a consacré une œuvre biographique. Altermondialiste, elle fait partie, des 1998,

de l'équipe qui crée l'organisation Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne). Parallèlement à sa carrière d'avocate, Gisèle Halimi a mené une carrière d'écrivain. Parmi sa quinzaine de titres, figurent "Djamila Boupacha" (1962) et une œuvre plus intimiste comme "Fritna", sur sa mère (1999). Mère de trois garçons, dont Serge Halimi, directeur de la rédaction du mensuel Le Monde diplomatique, elle a confié qu'elle aurait aimé avoir une fille pour "mettre à l'épreuve" son engagement féministe.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

27 personnes décédées et 1.231 autres blessées en une semaine (Protection civile)

Vingt-sept (27) personnes ont trouvé la mort et 1.231 autres ont été blessées dans 1.031 accidents de la route survenus à travers les différentes régions du pays, durant la période du 19 au 25 juillet en cours, indique mardi un bilan des services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'Sila avec cinq (05) personnes décédées et 35 autres blessées suite à 25 accidents de la route, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2.987 interventions pour procéder à l'extinction de 2.564 incendies urbains, industriels et autres, a-t-on noté, relevant que 6.538 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 5.995 opérations d'assistance aux personnes en dan-

ger et opérations diverses. Par ailleurs, et concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid 19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 906 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas, rappelant aux citoyens la nécessité du respect de confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale. Ces unités ont également effectué 1.104 opérations de désinfections générales à travers 48 wilayas, ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, avec la mobilisation pour les deux opérations de 4.600 agents de la Protection civile tout grade confondu et 668 ambulances et 598 engins d'incendies.

AÏD EL-ADHA

La DGSN met sur pied un plan de sécurité

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a tracé, à l'occasion de l'Aïd El-Adha, un plan de sécurité prévoyant une adaptation et un renforcement du système de travail des équipes opérationnelles afin d'assurer une couverture sécuritaire partout dans les lieux publics et espaces ouverts.

Suite à la prorogation des mesures édictées par les dispositions du décret exécutif n° 20-185 du 16 juillet 2020 portant consolidation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus, la DGSN a mis sur pied un plan de sécurité permettant de s'enquérir de l'application des mesures de confinement partiel à domicile dans les wilayas concernées, de l'interdiction du trafic routier inter-wilaya à l'exception du transport des personnels et marchandises ainsi que du contrôle des personnes présentant des autorisations, a indiqué le responsable de la Cellule de communication et de presse à la DGSN, le commissaire divisionnaire, Amar Laroum.



Dans le souci de faire respecter scrupuleusement les consignes de prévention liées à la situation épidémiologique, le plan fait ressortir également la suspension du transport collectif urbain des individus, public et privé durant le week-end, à l'exception des taxis, l'organisation du trafic des véhicules

au niveau des pompes à essence, ou encore l'accompagnement des services spécialisés dans les abattoirs autorisés afin de s'assurer du respect des règles d'hygiène et de la santé publique.

Il est également question de l'organisation de la circulation, de la sécurisation des

DROITS DE L'HOMME

Le Président Tebboune reçoit le président du Conseil national des droits de l'Homme



Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Bouzid Lazhari qui lui a remis le rapport annuel relatif à la situation des droits de l'Homme au titre de l'année 2019, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la

République, Abdelmadjid Tebboune a reçu ce jour le président du Conseil national des droits de l'Homme, Bouzid Lazhari qui lui a remis le rapport annuel relatif à la situation des droits de l'Homme en Algérie au titre de l'année 2019, et ce en application de l'article 199 de la Constitution", lit-on dans le communiqué.

Lazhari : «le président Tebboune "fortement imprégné" de la culture de protection des droits du citoyen»

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Bouzid Lazhari, a affirmé lundi que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune était "fortement imprégné" de la culture de protection des droits de l'homme, notamment la liberté d'expression, l'indépendance de la Justice, la liberté de la République est fortement imprégné de la culture de protection des droits du citoyen. "Le président de la République est fortement imprégné de la culture de protection des droits du citoyen et de la conviction que la mission première de l'Etat est la préservation de ces droits", a déclaré à la presse M. Lazhari à l'issue de la remise du rapport an-

nuel 2019 sur les droits de l'homme en Algérie au chef de l'Etat. Et d'ajouter : "nous avons également constaté une forte volonté politique pour la consécration des droits de l'homme, notamment la liberté d'expression, l'indépendance de la Justice, la liberté de constitution d'associations et la liberté de manifester pacifiquement dans le cadre de la loi et la préservation des fondements de l'Etat". Concernant le rapport remis au président de la République, le président du CNDH a

expliqué qu'il était essentiellement axé sur "le Hirkak béni originel qui revendiquait les droits de l'homme, des élections régulières et transparentes et l'éradication de l'argent sale".

A cette occasion, le président du CNDH a mis l'accent sur l'impératif de rétablir "la confiance du peuple" qui a appelé à "la consécration des droits de l'homme dans tous les domaines, civil, politique, social et économique en concrétisation de l'objectif principal de la Déclaration du 1^{er} Novembre".

points de vente de moutons autorisés et de la lutte contre ceux ne disposant pas d'une autorisation des autorités administratives.

Le plan vise aussi à faire respecter le code de la route en zones urbaines et l'interdiction de l'accès aux plages pour éviter la propagation de la Covid-19. La DGSN appelle, à cet égard, les citoyens à "continuer d'apporter leur précieux concours en se conformant aux protocoles sanitaires mis en œuvre pour endiguer la propagation de l'épidémie, notamment le port du masque, le respect de la distanciation physique et l'évitement des rassemblements, surtout à l'occasion de l'Aïd Al-Adha, afin de protéger la santé publique".

La DGSN, qui poursuit ses actions de sensibilisation autour du rituel du sacrifice de l'Aïd Al-Adha, en coordination avec les autorités locales, la société civile et les citoyens, rappelle le numéro vert 1548, le numéro de secours 17 et ses pages officielles sur Twitter et Facebook mis à la disposition des citoyens 24h/24.